

Département de la Drôme (26)

## SAE DE VALAURIE-ROUSSAS

### PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE ROUSSAS

#### ANNEXE SANITAIRE

#### VOLET ALIMENTATION EN EAU POTABLE



ZI Bois des Lots  
Allée du Rossignol  
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

**Téléphone** : 04-75-04-78-24  
**Télécopie** : 04-75-04-78-29

GRUPE MERLIN/Réf doc : R10075-ER1-ETU-ME-001

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	C. SAGE	R. GIRARD	04/05/2016	Création
B	C. SAGE	R. GIRARD	24/06/2016	Modifications suite à la réunion du 24/06/2016 avec le SAE et la mairie de Roussas

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE LA RESSOURCE .....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>CARACTERISTIQUES DU RESEAU .....</b>	<b>9</b>
3.1.1	OUVRAGES DE STOCKAGE.....	9
3.1.2	SYSTEME DE TRAITEMENT EN PLACE.....	11
3.1.3	CARACTERISTIQUES DU RESEAU DE DISTRIBUTION.....	11
<b>4</b>	<b>GRANDEURS CARACTERISTIQUES .....</b>	<b>15</b>
4.1	EVOLUTION DES VOLUMES PRODUITS ET DISTRIBUES.....	15
4.2	VOLUMES COMPTABILISES .....	16
4.3	VOLUMES NON COMPTABILISES.....	17
4.4	PERTES .....	17
4.5	DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE .....	18
4.6	RENDEMENT DE RESEAU .....	19
<b>5</b>	<b>BILAN BESOINS-RESSOURCES.....</b>	<b>20</b>
<b>6</b>	<b>SYNOPTIQUE DU RESEAU AEP DU SAE VALAURIE-ROUSSAS (SOURCE : SAE).....</b>	<b>23</b>
<b>7</b>	<b>ARRETES DE DUP DISPONIBLES POUR LES OUVRAGES DE CAPTAGE .....</b>	<b>24</b>
<b>8</b>	<b>LANCEMENT DE LA MISE EN CONFORMITE DE LA PROTECTION DES SOURCES DE REAUVILLE</b>	<b>25</b>

## Table des Tableaux, Figures et Illustrations

TABLEAU 1 : CARACTERISTIQUES DES CAPTAGES ALIMENTANT LE SAE VALAURIE-ROUSSAS .....	4
TABLEAU 2 : SYNTHESE DES OUVRAGES DE STOCKAGE .....	9
TABLEAU 3 : SYNTHESE DES VOLUMES PRODUITS (DONNEES SDAEP PÖYRY DECEMBRE 2010) .....	15
TABLEAU 4 : SYNTHESE DES VOLUMES PRODUITS ENTRE FEVRIER 2015 ET FEVRIER 2016 (DONNEES SAE JUN 2016) .....	16
TABLEAU 5 : SYNTHESE DES VOLUMES COMPTABILISES (D'APRES DONNEES SDAEP PÖYRY DECEMBRE 2010)	16
TABLEAU 6 : SYNTHESE DES VOLUMES COMPTABILISES (D'APRES DONNEES SAE JUIN 2016) .....	16
TABLEAU 7 : DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE EN 2015 .....	18
TABLEAU 8 : BILAN BESOINS RESSOURCES.....	21
FIGURE 1 : LOCALISATION DU FORAGE DE LA CROIX DU GRES.....	5
FIGURE 2 : LOCALISATION DU FORAGE DE LA VENCE .....	6
FIGURE 3 : LOCALISATION DE LA SOURCE DU PRE JARNIER .....	7
FIGURE 4 : LOCALISATION DE LA SOURCE DU CLAVON.....	8
FIGURE 5 : SYNOPTIQUE ALTIMETRIQUE DU RESEAU AEP DU SAE VALAURIE-ROUSSAS (D'APRES DOCUMENT FOURNI PAR LE SAE, 2016).....	10
FIGURE 6 : SYNOPTIQUE ALTIMETRIQUE DU RESEAU AEP DU SAE VALAURIE-ROUSSAS (D'APRES SDAEP PÖYRY 2009) .....	12
FIGURE 7 : REPARTITION DES NATURES DE MATERIAUX DE CANALISATIONS SUR LE SYNDICAT (D'APRES SDAEP PÖYRY 2009).....	13
FIGURE 8 : REPARTITION DES CONDUITES SELON LEUR NATURE SUR LA COMMUNE DE ROUSSAS (D'APRES SDAEP PÖYRY 2009).....	13
FIGURE 9 : REPARTITION DES CONDUITES SELON LEUR DIAMETRE SUR LA COMMUNE DE ROUSSAS (SOURCE : SDAEP PÖYRY 2009) .....	14
FIGURE 10 : EVOLUTION DES VOLUMES PRELEVES PAR LE SAE.....	15
FIGURE 11 : EVOLUTION DU NOMBRE ANNUEL DE COMPTEURS REMPLACES PAR LE SAE.....	22

---

## **1 GENERALITES**

---

Le réseau d'adduction et d'alimentation en eau potable qui dessert la commune de Roussas est **exploité en régie** par le **Syndicat d'Adduction d'Eau (SAE) de Valaurie-Roussas**, qui a en charge l'adduction et la distribution d'eau potable sur les deux communes de Valaurie et de Roussas (ainsi que sur une partie de la commune de Réauville pour une dizaine d'abonnés).

Le réseau est constitué d'un ensemble d'ouvrages qui permettent :

- ✓ le captage des eaux dans la nappe,
- ✓ le traitement nécessaire à garantir la qualité sanitaire de cette eau,
- ✓ la distribution et le comptage des volumes consommés.

Le SAE dispose par ailleurs d'une **interconnexion condamnée** avec le réseau de la commune de Chantemerle-les-Grignan.

---

## **2 CARACTERISTIQUES DE LA RESSOURCE**

---

Le SAE dispose de quatre ressources pour son alimentation en eau potable, à savoir :

- ✓ le forage de la Croix du Grès, ressource principale du syndicat, situé sur la commune de Valaurie ;
- ✓ le forage de la Vence, situé sur la commune de Valaurie ;
- ✓ la source du Pré-Jarnier, située sur la commune de Réauville ;
- ✓ la source du Clavon, située sur la commune de Réauville.

Ces deux dernières sont usuellement regroupées sous le nom de « sources de Réauville ».

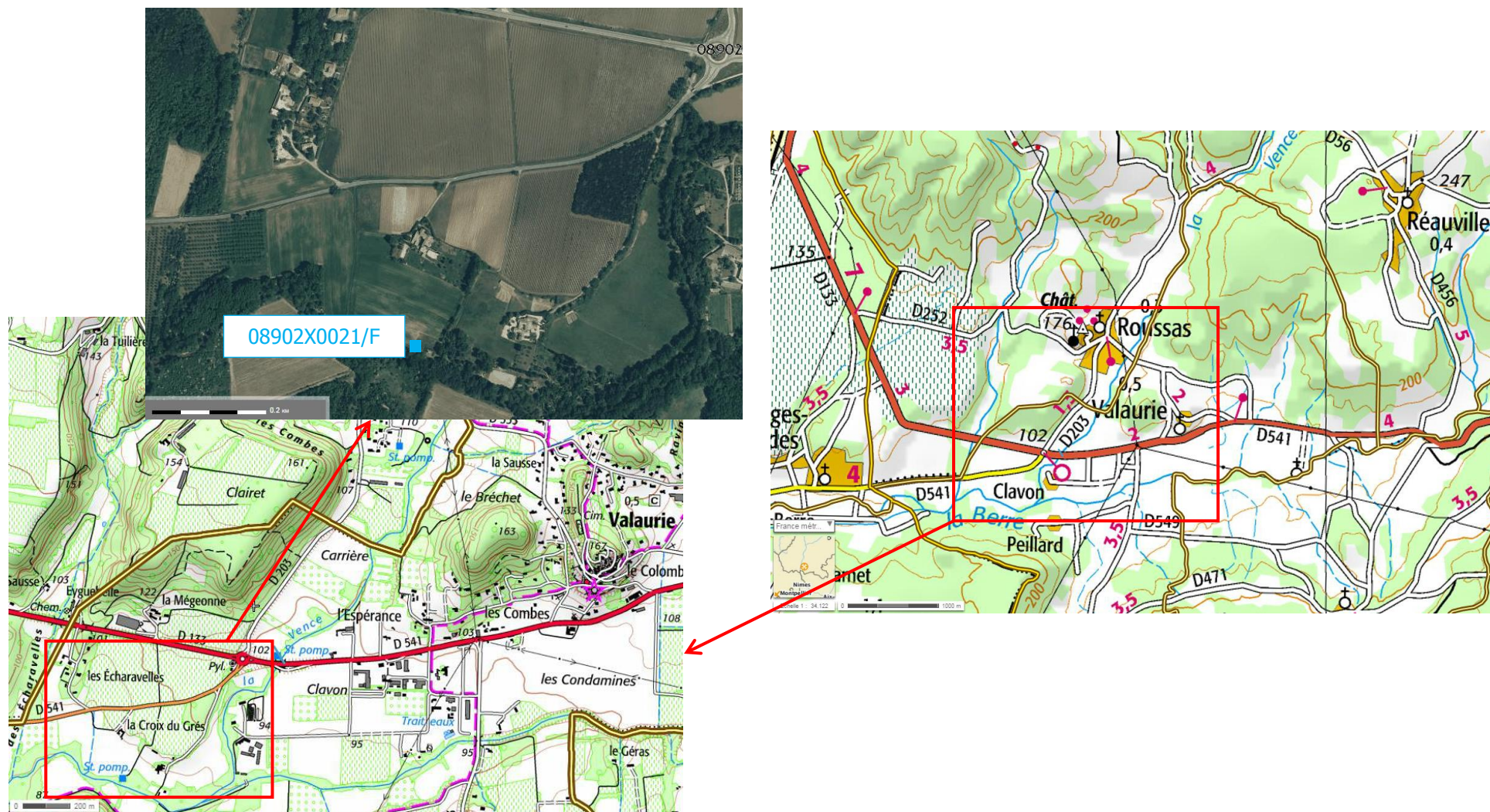
Les caractéristiques de ces 4 ressources sont données dans le tableau ci-après.

Il est rappelé ici que les recherches d'une nouvelle ressource réalisées par le SAE ont mis en évidence la présence d'une ressource potentielle sur la commune de Valaurie, pour un débit compris entre 25 et 30 m<sup>3</sup>/h environ, à une trentaine de mètres de profondeur.

**TABEAU 1 : CARACTERISTIQUES DES CAPTAGES ALIMENTANT LE SAE VALAURIE-ROUSSAS**

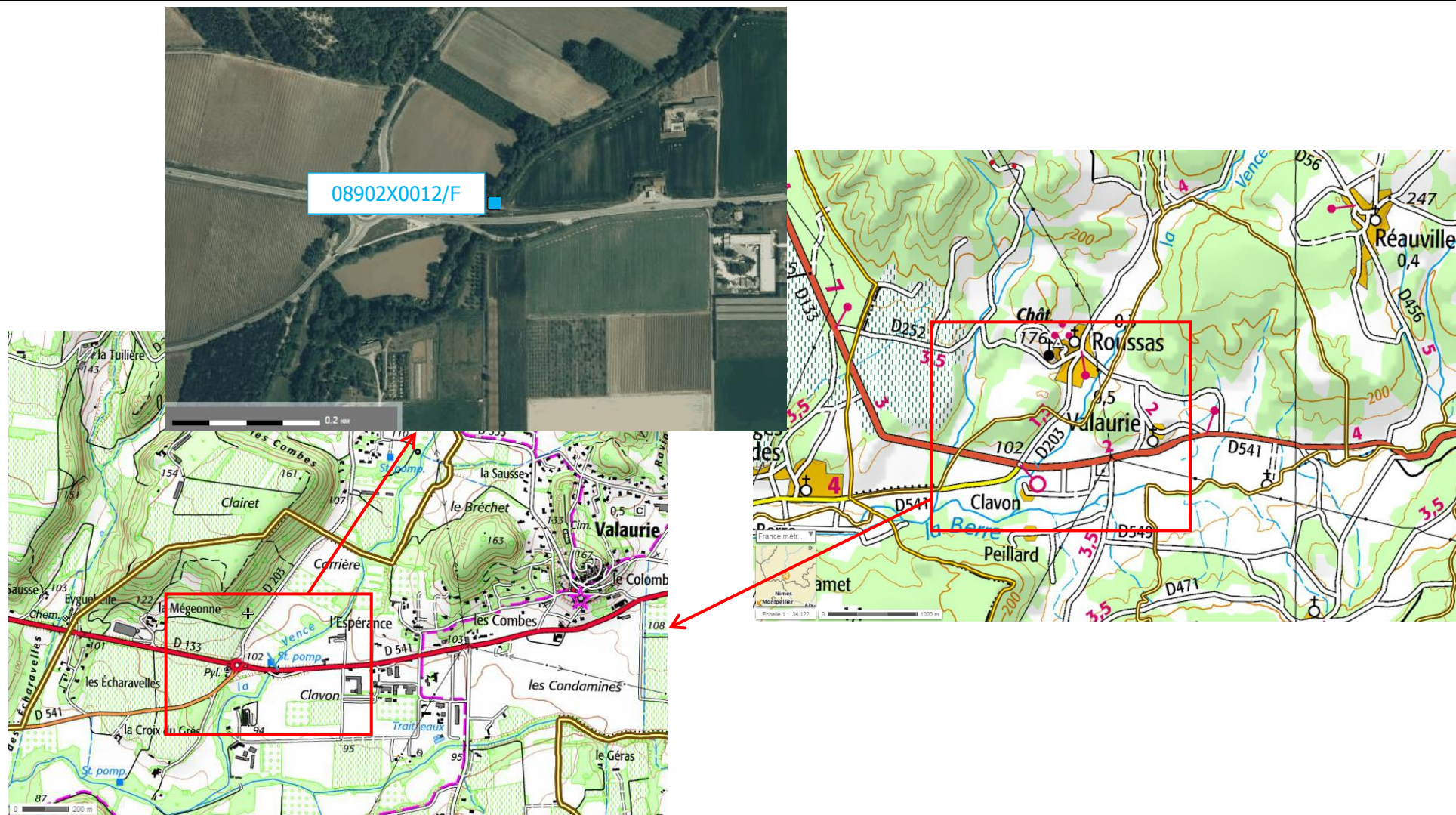
<b>Captage</b>	<b>Forage de la Croix du Grès</b>	<b>Forage de la Vence</b>	<b>Source du Pré-Jarnier</b>	<b>Source des Clavons</b>
<b>Département</b>	Drôme (26)	Drôme (26)	Drôme (26)	Drôme (26)
<b>Commune</b>	VALAURIE	VALAURIE	REAUVILLE	REAUVILLE
<b>Lieu-dit</b>	LA CROIX DU GRES	CARRIERE	LES EYGARDETTES	RUINEL
<b>Position</b> <i>(coordonnées Lambert 2 étendu)</i>	X = 795 310 m Y = 1 937 824 m Z = 85 m NGF	X = 796 010 m Y = 1 938 351 m Z = 95 m NGF	X = 799 186 m Y = 1 940 032 m Z = 230 m NGF	X = 800 211 m Y = 1 940 033 m Z = 195 m NGF
<b>Position</b> <i>(coordonnées Lambert 93)</i>	X = 842 306 m Y = 6 369 948 m Z = 85 m NGF	X = 843 009 m Y = 6 370 468 m Z = 95 m NGF	X = 846 195 m Y = 6 372 120 m Z = 230 m NGF	X = 847 220 m Y = 6 372 112 m Z = 195 m NGF
<b>Code BSS</b>	08902X0021/F	08902X0012/F	08902X0017/HY	08902X0016/HY
<b>Parcelles concernées par le Périmètre de Protection Immédiate</b>	Parcelle n°113 section ZK	Parcelle n°142 section ZB	Procédure en cours (cf. annexe 3)	
<b>Arrêté de DUP correspondant</b>	Arrêté n°2014006-0010 du 06/01/2014	Procédure à lancer		

Ces ouvrages sont localisés sur les figures en pages suivantes et visibles sur le plan simplifié du réseau en annexe.



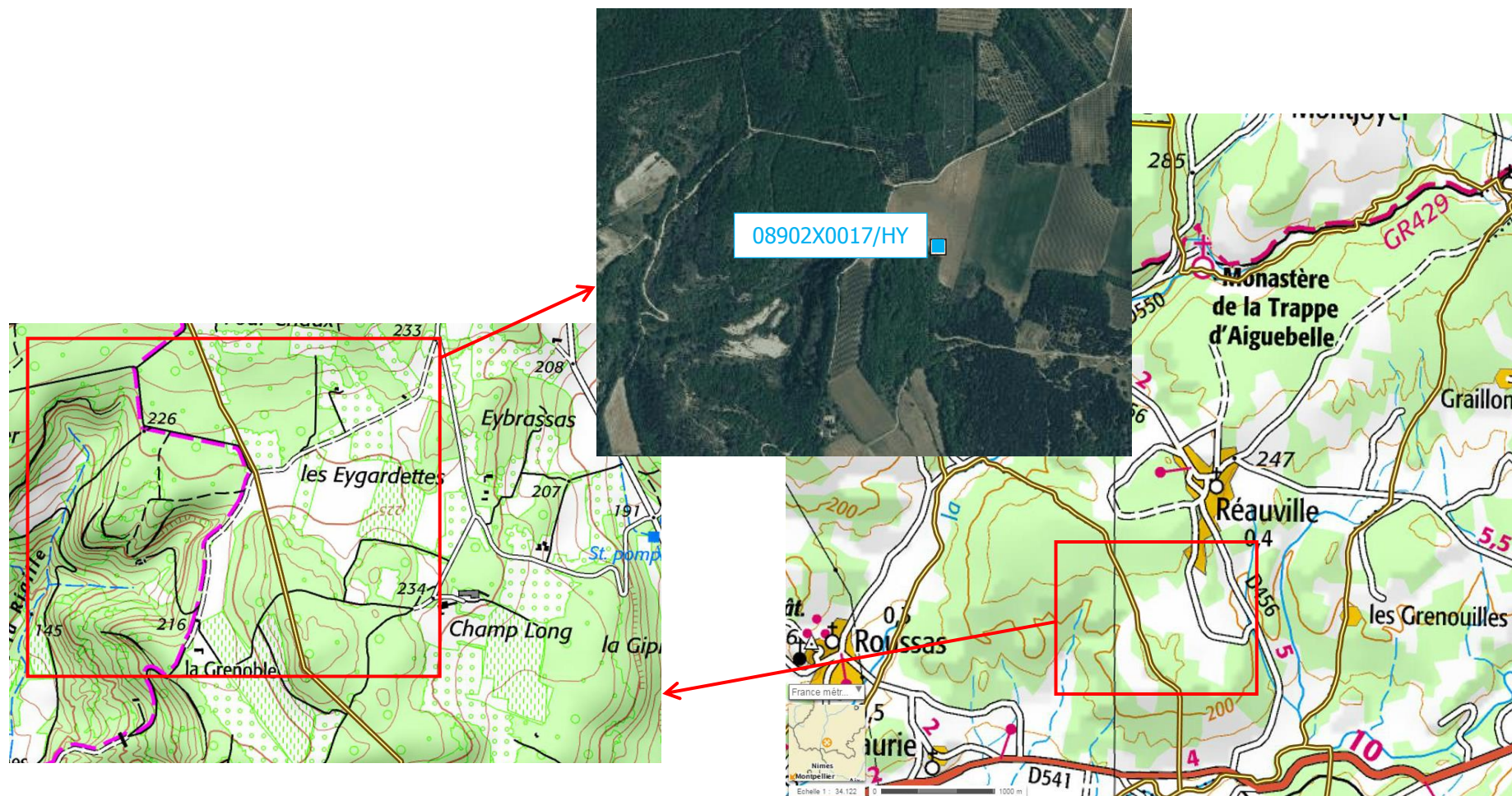
**FIGURE 1 : LOCALISATION DU FORAGE DE LA CROIX DU GRES**





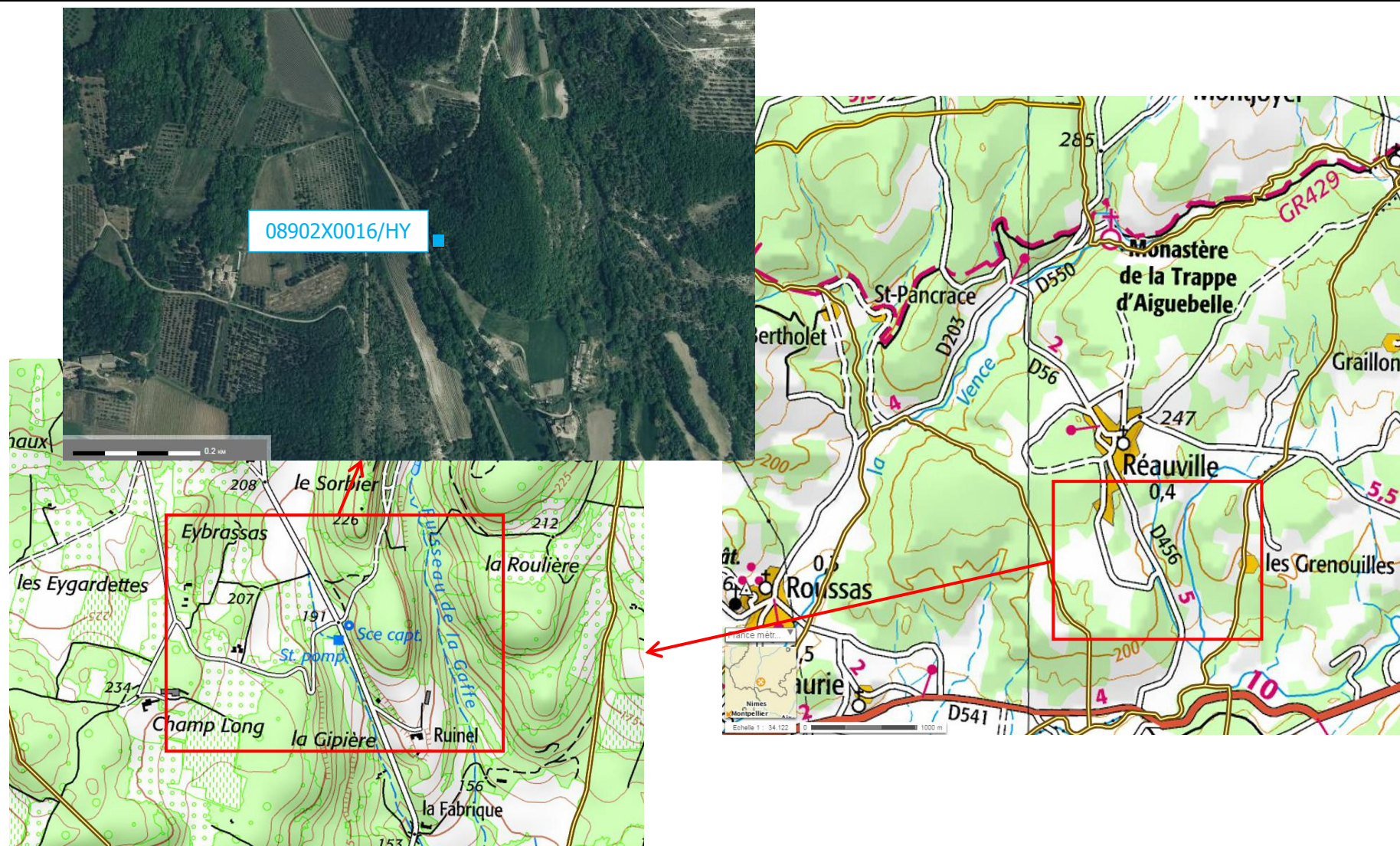
**FIGURE 2 : LOCALISATION DU FORAGE DE LA VENCE**





**FIGURE 3 : LOCALISATION DE LA SOURCE DU PRE JARNIER**





**FIGURE 4 : LOCALISATION DE LA SOURCE DU CLAVON**



## 3 CARACTERISTIQUES DU RESEAU

### 3.1.1 OUVRAGES DE STOCKAGE

Le SAE dispose de trois réservoirs en activité, d'une capacité totale de 835 m<sup>3</sup>, localisés sur le territoire communal de Roussas.

TABLEAU 2 : SYNTHESE DES OUVRAGES DE STOCKAGE

OUVRAGE	LOCALISATION	CAPACITE
<b>Réservoir du VIEUX VILLAGE</b>	Vieux village ( <b>Roussas</b> )	Volume total = 800 m <sup>3</sup> <i>Nouvel ouvrage mis en service en juin 2014 en remplacement de l'ancien réservoir de 200 m<sup>3</sup></i>
<b>Réservoir LES CÔTES</b> <b>(abandonné en début d'année 2016)</b>	Quartier des Côtes ( <b>Valaurie</b> )	Volume total = 300 m <sup>3</sup> Défense incendie = 100 m <sup>3</sup> Volume utile = 200 m <sup>3</sup>
<b>Réservoir COMBASSE</b> <b>(bâche)</b>	Quartier Combasse ( <b>Roussas</b> )	Volume total = 20 m <sup>3</sup> Défense incendie = aucune Volume utile = 20 m <sup>3</sup>
<b>Réservoir MOULON</b> <b>(bâche)</b>	Quartier Moulon ( <b>Roussas</b> )	Volume total = 15 m <sup>3</sup> Défense incendie = aucune Volume utile = 15 m <sup>3</sup>

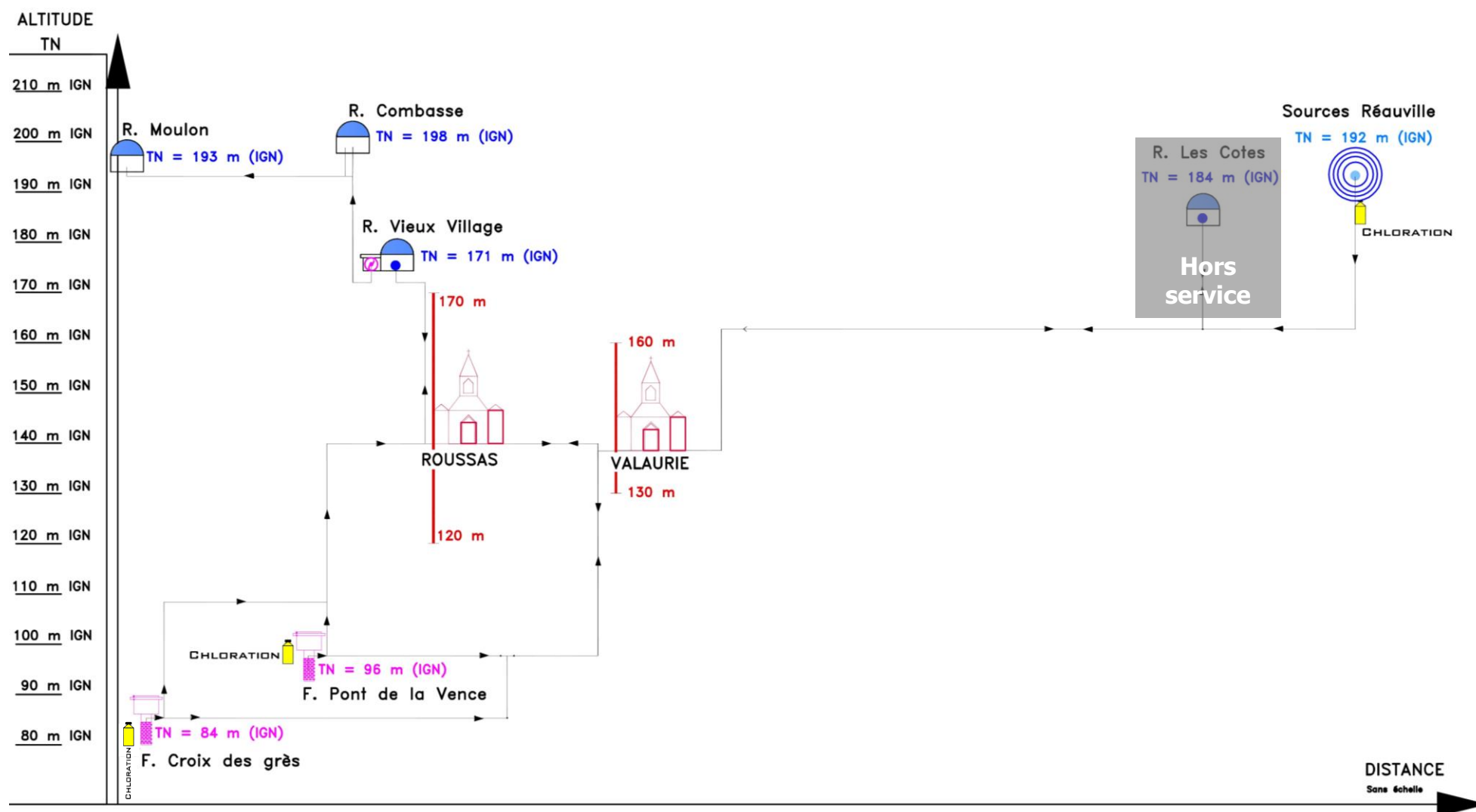
Le réservoir des Côtes, dit réservoir de Valaurie, a été mis hors service au début de l'année 2016 au vu de son état et des investissements conséquents qui auraient été à prévoir pour le maintenir en service. Ce réservoir, vétuste, comportait notamment un trop-plein fonctionnant en permanence, dirigeant ainsi des volumes importants au milieu naturel.

Les données fournies par le SAE en juin 2016 concernant le nettoyage de ces ouvrages sont les suivantes :

- ✓ COMBASSE : nettoyage réalisé en juin 2016 ;
- ✓ MOULON : nettoyage réalisé en juin 2016 ;
- ✓ Nouveau réservoir de Roussas : nettoyage prévu à l'hiver 2016-2017.

Ces ouvrages sont localisés sur le synoptique altimétrique suivant, fourni par le SAE.

**SAE DE VALAURIE-ROUSSAS**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE ROUSSAS**



**FIGURE 5 : SYNOPTIQUE ALTIMETRIQUE DU RESEAU AEP DU SAE VALAURIE-ROUSSAS (D'APRES DOCUMENT FOURNI PAR LE SAE, 2016)**

**ANNEXE SANITAIRE**  
**VOLET ALIMENTATION EN EAU POTABLE**



### **3.1.2 SYSTEME DE TRAITEMENT EN PLACE**

Les traitements suivants sont appliqués aux eaux captées :

- ✓ traitement au chlore pour le captage de la Croix de Grès (en remplacement en 2013 du traitement UV) ;
- ✓ traitement au chlore pour le forage de la Vence ;
- ✓ traitement par injection de chlore gazeux pour les sources de Réauville.

### **3.1.3 CARACTERISTIQUES DU RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le réseau d'alimentation en eau potable du SAE est caractérisé par :

- ✓ Un **linéaire de 39 km environ** d'après le diagnostic réalisé en 2009 par PÖYRY :
  - 15,3 km sur la commune de Roussas,
  - 21,6 km sur la commune de Valaurie,
  - 2,3 km sur la commune de Réauville (cette dernière dispose par ailleurs de son propre réseau, indépendant de celui du SAE Valaurie-Roussas) ;
- ✓ **Quatre ressources** dont deux sources et deux forages ;
- ✓ **Trois réservoirs** de différentes capacités dont deux bâches ;
- ✓ **588 abonnés** en 2015, répartis de la manière suivante :
  - 357 abonnés sur la commune de Valaurie,
  - 220 abonnés sur la commune de Roussas,
  - 11 abonnés sur la commune de Réauville.

La population desservie par le réseau est par ailleurs estimée en 2016 à 586 habitants pour Valaurie et 378 habitants pour Roussas.

Le SDAEP réalisé par PÖYRY recensait en 2007 six gros consommateurs (consommation annuelle > 1 000 m<sup>3</sup>). Ce nombre est, d'après le rôle de l'eau 2015, toujours le même. Il est à noter que ce même rôle de l'eau fait état de 21 abonnés consommant plus de 400 m<sup>3</sup>/an.

Le fonctionnement global du réseau est représenté sur le synoptique en page suivante.

En 2007, le SAE a fourni 1 720 m<sup>3</sup> d'eau potable à la commune de Réauville (eau délivrée par un camion-citerne faisant la navette entre Réauville et le syndicat).

Une canalisation provisoire a depuis été mise en place en cas de besoin (non utilisée actuellement mais les équipements sont conservés si besoin).

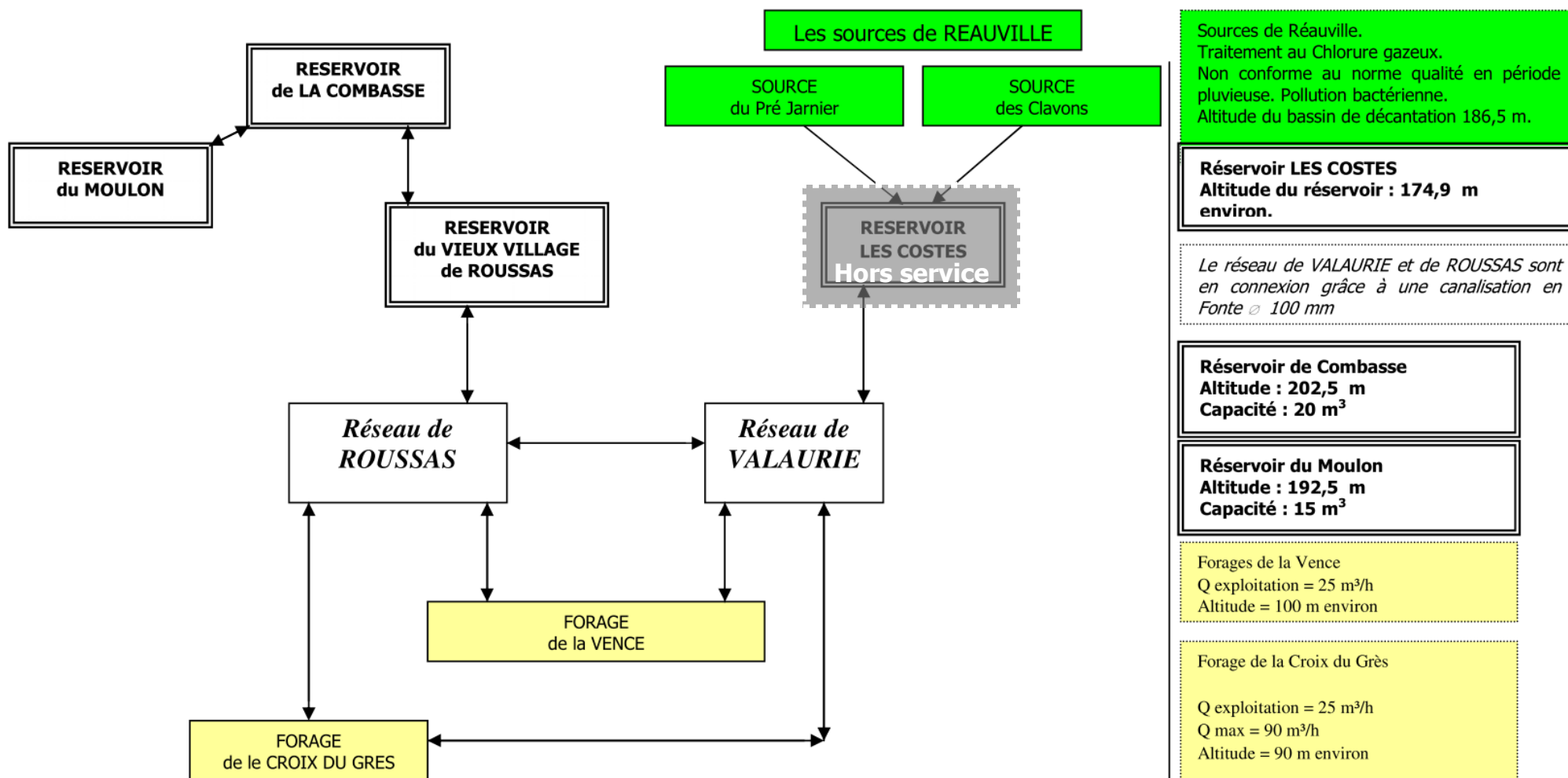
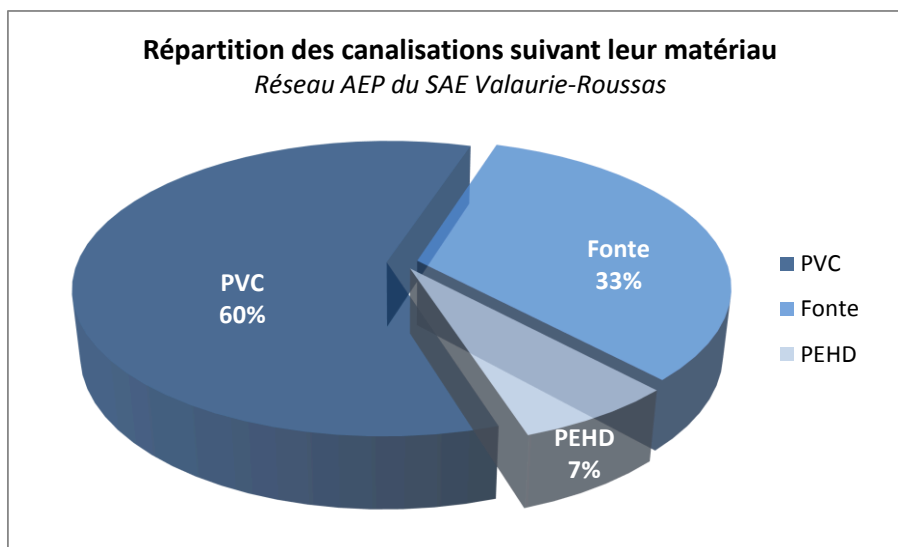


FIGURE 6 : SYNOPTIQUE ALTIMETRIQUE DU RESEAU AEP DU SAE VALAURIE-ROUSSAS (D'APRES SDAEP PÖYRY 2009)



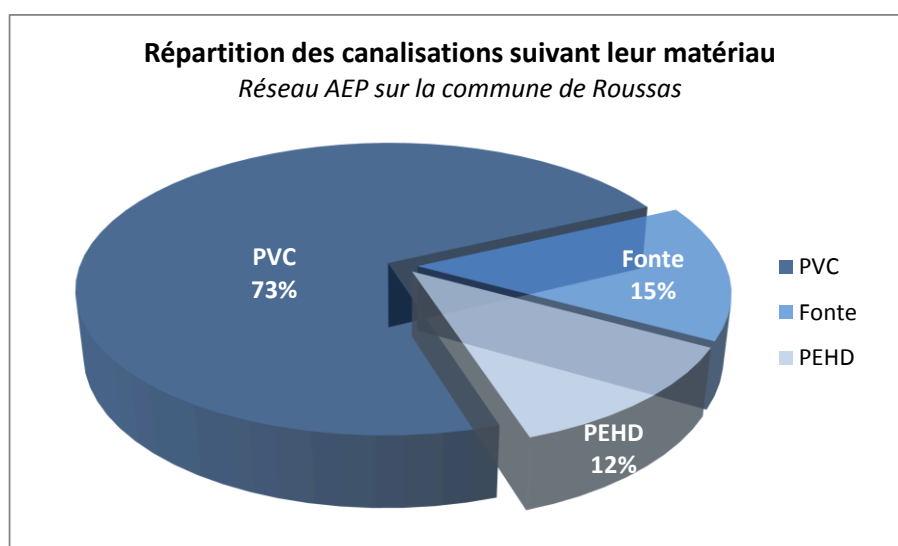
Le diagnostic du réseau d'eau potable du SAE (PÖYRY, 2009) fait état d'un réseau plutôt vétuste dont les parties les plus anciennes dateraient de 1965.

Globalement, sur la totalité du réseau, les matériaux des canalisations sont répartis de la manière suivante :

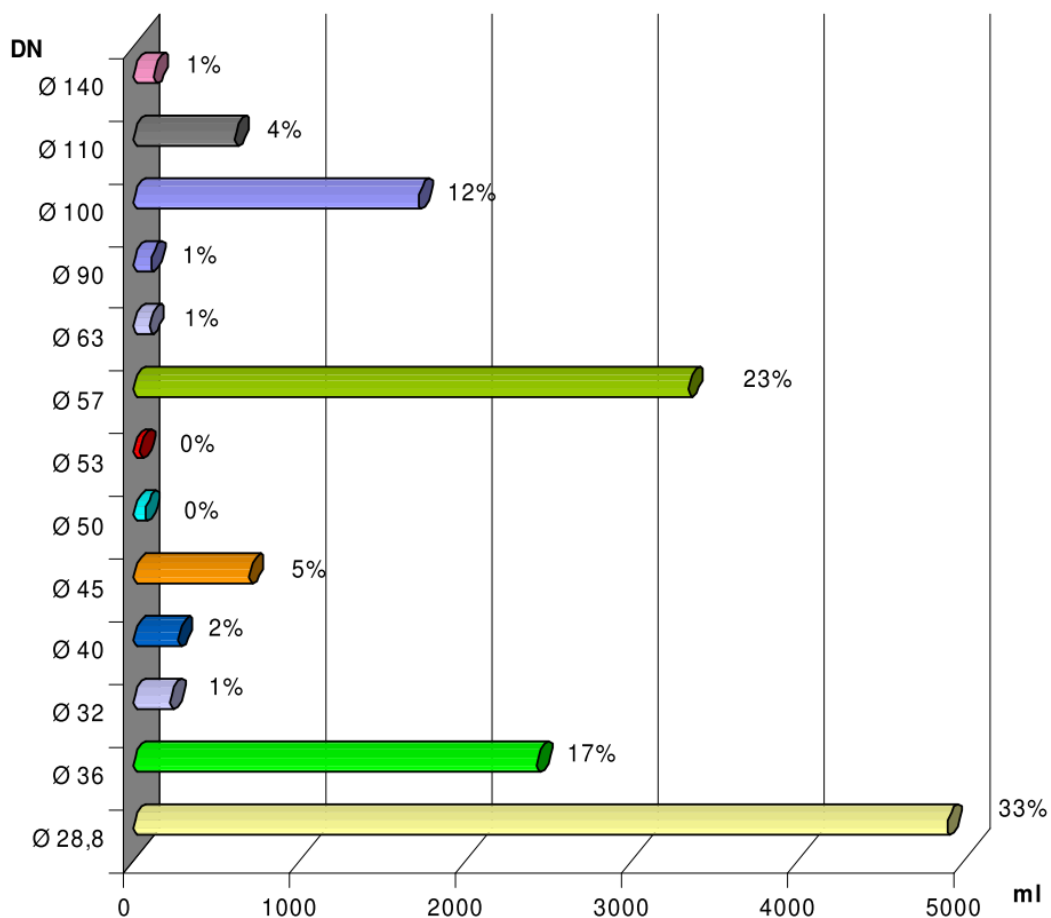


**FIGURE 7 : REPARTITION DES NATURES DE MATERIAUX DE CANALISATIONS SUR LE SYNDICAT (D'APRES SDAEP PÖYRY 2009)**

**Plus précisément, sur la commune de Roussas**, environ 75 % de canalisations sont en PVC et 50 % sont d'un diamètre inférieur ou égale à 36 mm.



**FIGURE 8 : REPARTITION DES CONDUITES SELON LEUR NATURE SUR LA COMMUNE DE ROUSSAS (D'APRES SDAEP PÖYRY 2009)**



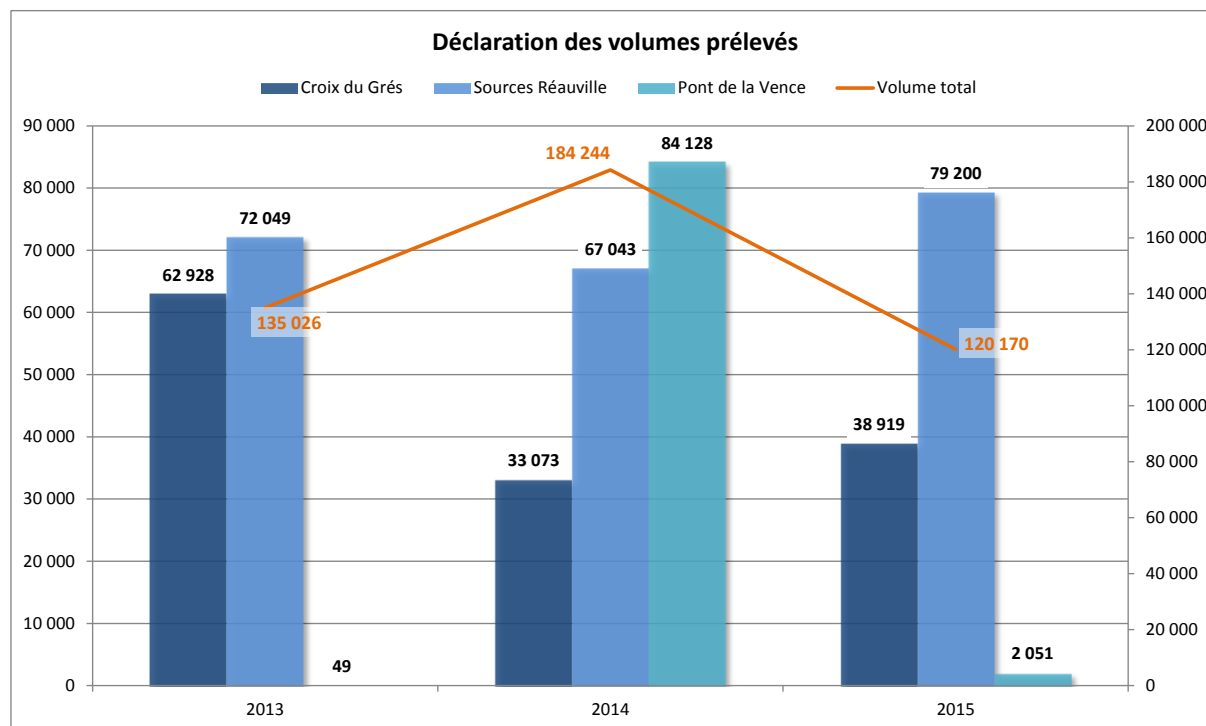
**FIGURE 9 : REPARTITION DES CONDUITES SELON LEUR DIAMETRE SUR LA COMMUNE DE ROUSSAS**  
**(SOURCE : SDAEP PÖYRY 2009)**



## 4 GRANDEURS CARACTERISTIQUES

### 4.1 EVOLUTION DES VOLUMES PRODUITS ET DISTRIBUES

L'évolution des volumes prélevés par le SAE entre 2013 et 2015 (base : volumes déclarés à l'Agence de l'Eau) est présentée par le graphique ci-après.



**FIGURE 10 : EVOLUTION DES VOLUMES PRELEVES PAR LE SAE**

Ces données sont proches de celles estimées dans le cadre du SDAEP en 2010 :

**TABEAU 3 : SYNTHESE DES VOLUMES PRODUITS (DONNEES SDAEP PÖYRY DECEMBRE 2010)**

	INDEX AU 06/08/2009	INDEX AU 04/08/2010	VOLUMES PRODUITS
Compteur sources Réauville	19 595	86 347	66 752
Compteur Pont de la Vence	325 163	358 136	32 973
Compteur Croix du Grés	404 616	453 896	49 280
<b>Total produit</b>			<b>149 005 m³</b>

Les dernières données fournies par le SAE, correspondant aux volumes déduits des relèves des compteurs en début d'années 2015 et 2016, sont synthétisées dans le tableau suivant.

**TABEAU 4 : SYNTHESE DES VOLUMES PRODUITS ENTRE FEVRIER 2015 ET FEVRIER 2016 (DONNEES SAE JUIN 2016)**

	INDEX AU 17/02/2015	INDEX AU 24/02/2016	VOLUMES PRODUITS
Compteur sources Réauville*	361 154	440 354	79 200
Compteur Pont de la Vence	476 295	478 354	2 059
Compteur Croix du Grés	725 240	764 159	38 919
<b>Total produit</b>			<b>120 178 m<sup>3</sup></b>

Les variations observées d'une année sur l'autre sur le forage du Pont de Vence résultent de l'utilisation variable faite de cette ressource, selon les volumes fournis par les autres ressources notamment.

**Les volumes prélevés sur l'ensemble des ressources sont de l'ordre de 120 200 m<sup>3</sup>/an.**

Ces valeurs sont antérieures à l'abandon en début d'année 2016 du réservoir de Réauville, dont le trop-plein fonctionnant en permanence dirigeait d'importants volumes au milieu naturel. La suppression de ce rejet au milieu naturel permettra ainsi de réduire le prélèvement sur la ressource. Les prochaines relèves des compteurs de production permettront de quantifier l'effet de cette suppression sur les volumes prélevés.

## 4.2 VOLUMES COMPTABILISES

---

Le SDAEP faisait état des données suivantes, regroupées dans le tableau ci-dessous :

**TABEAU 5 : SYNTHESE DES VOLUMES COMPTABILISES (D'APRES DONNEES SDAEP PÖYRY DECEMBRE 2010)**

ANNEE	2004	2005	2006	2007	PERIODE 06/08/2009- 04/08/2010
Volume (m <sup>3</sup> )	76 001	70 289	73 061	86 616	60 320
Nombre d'abonnés	459	464	458	463	/

Ces valeurs ont également été actualisées auprès du SAE :

**TABEAU 6 : SYNTHESE DES VOLUMES COMPTABILISES (D'APRES DONNEES SAE JUIN 2016)**

ANNEE	2012	2013	2014	2015
Volume (m <sup>3</sup> )	80 196	47 652	99 435	82 004
Nombre d'abonnés	539	538	568	585

On note en 2013 une nette baisse des volumes facturés suivie d'une augmentation en 2014 : ce phénomène est dû au déplacement de la facturation réalisé en 2013. La facturation était réalisée jusque-là au mois de septembre, puis mise en œuvre à partir de 2013 au mois de juin.

**Les volumes facturés sont d'environ 82 000 m<sup>3</sup>/an.**

## **4.3 VOLUMES NON COMPTABILISES**

---

D'après le SDAEP établi en 2010, le SAE disposait de branchements sans compteurs (ou parfois existants mais non relevés), représentant un volume de consommation non négligeable :

- ✓ commune de Valaurie : 10 710 m<sup>3</sup>/an ;
- ✓ commune de Roussas : 3 711 m<sup>3</sup>/an ;
- ✓ soit un volume total non comptabilisé estimé à environ 14 420 m<sup>3</sup>/an sur le SAE.

Il s'agissait de branchements concernant les bâtiments publics, l'arrosage public, les ateliers techniques, cimetières, stations d'épuration, ...

L'ensemble de ces branchements a été équipé de compteurs depuis l'année 2013, ces volumes sont donc désormais comptabilisés dans les volumes facturés, présentés dans le paragraphe précédent.

## **4.4 PERTES**

---

Les volumes de pertes estimés par PÖYRY en 2010 sont les suivants :

- ✓ Sous-comptage des compteurs : 10 132 m<sup>3</sup>/an ;
- ✓ Consommation sans comptage : 14 420 m<sup>3</sup>/an (cf. paragraphe précédent) ;
- ✓ Volume non facturé correspondant à des incidents d'exploitation, anomalies de fonctionnement... : 3 000 m<sup>3</sup>/an (2 fuites chez des abonnés) ;
- ✓ Volume de fuites : non estimé en 2010 lors du SDAEP en raison du manque d'informations concernant la production de la ressource.

Les échanges avec le SAE permettent d'établir les valeurs actualisées suivantes :

- ✓ Sous-comptage des compteurs : estimé à environ 5 000 m<sup>3</sup>/an (volume réduit de moitié par rapport à 2010 du fait du remplacement d'environ 50 % des compteurs depuis le SDAEP) ;
- ✓ Consommation sans comptage : aucune ;
- ✓ Volume non facturé : 2 563 m<sup>3</sup> en 2015 (fuites d'eau après compteurs chez 5 abonnés).

Sur la base des données disponibles présentées au 4.1, le volume produit est estimé en moyenne à environ 120 200 m<sup>3</sup>/an. Le volume facturé est quant-à-lui considéré comme proche de 82 000 m<sup>3</sup>/an en moyenne (d'après les données du 4.2).

Le volume de fuites est ainsi estimé à 30 000 m<sup>3</sup>/an environ.

## 4.5 DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE

---

Dans le tableau suivant sont rapportées les données caractéristiques collectées ou estimées dans les paragraphes précédents. En l'absence d'historique régulier et de données précises, sur des périodes concordantes, quant aux valeurs caractéristiques, en particulier sur les volumes, ces données fournissent un ordre d'idée des grandeurs considérées.

**TABEAU 7 : DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE EN 2015**

Volumes produits	120 200 m <sup>3</sup> /an
Volumes facturés	82 000 m <sup>3</sup> /an
Rendement primaire R1 <i>Volume comptabilisé / volume mis en distribution</i>	68,2 %
Volumes défaut de comptage	5 000 m <sup>3</sup> /an
Volumes non facturés	2 563 m <sup>3</sup> /an
Rendement hydraulique R4 <i>(Volume comptabilisé + volume sans comptage et défaut de comptage) / volume mis en distribution</i>	74,5 %
Nombre d'abonnés (SAE)	588
Nombre d'abonnés (Roussas)	220
Moyenne/abonné SAE (m <sup>3</sup> distribué/an/abonné)	139,5
Moyenne/habitant SAE (L/j/hab) <i>Sur la base du ratio de 2,4 habitants/abonné établi sur la base des données INSEE 2012</i>	159,2

Le ratio de consommation observé sur le territoire du SAE d'après les données disponibles est de **159 L/j/habitant** et de **140 m<sup>3</sup>/an/abonné**. Pour rappel la dotation unitaire standard est de 150 L/j/hab.



## 4.6 RENDEMENT DE RESEAU

---

Le décret d'application des obligations découlant du Grenelle 2, décret du 27 janvier 2012 précise les seuils de rendement qui obligent à mettre en œuvre un plan d'action sous peine de voir sa redevance prélèvement doubler :

« [...] lorsque le rendement du réseau de distribution d'eau, calculé pour l'année précédente ou, en cas de variations importantes des ventes d'eau, sur les trois dernières années, et exprimé en pour cent, **est inférieur à 85 ou**, lorsque cette valeur n'est pas atteinte, au résultat de la somme d'un terme fixe égal à **65 et du cinquième de la valeur de l'indice linéaire de consommation** égal au rapport entre, d'une part, le volume moyen journalier consommé par les usagers et les besoins du service, augmenté des ventes d'eau à d'autres services, exprimé en mètres cubes, et, d'autre part, le linéaire de réseaux hors branchements exprimé en kilomètres. Si les prélèvements réalisés sur des ressources faisant l'objet de règles de répartition sont supérieurs à 2 millions de m<sup>3</sup>/an, la valeur du terme fixe est égale à 70. [...] ».

Pour le SAE, le volume annuel consommé par les usagers et les besoins du service est estimé à 82 000 m<sup>3</sup>, soit un volume moyen journalier de 225 m<sup>3</sup>/j.

Les volumes de service (estimés à 0 m<sup>3</sup> dans le SDAEP de 2009) sont négligés car négligeables par rapport aux volumes consommés (environ 800 m<sup>3</sup> pour le lavage des réservoirs, réalisé au maximum une fois par an).

Le linéaire de réseau est par ailleurs de 39 km.

L'objectif de rendement est donc égal à l'application de la formule suivante, où les données de linéaire de réseau et de consommations ont été présentées précédemment.

$$65 + \frac{1}{5} \times \left[ \frac{225 \text{ m}^3 / \text{j}}{\frac{1 \text{ jour}}{39 \text{ km}}} \right] = 66,15 \%$$

**L'objectif de rendement estimé pour le SAE sur la base des dernières données disponibles est donc de 66 %.**

---

## **5 BILAN BESOINS-RESSOURCES**

---

Le bilan besoins-ressources sur le territoire du SAE est résumé dans le tableau suivant.

Les hypothèses prises en compte pour l'estimation des besoins sont les suivantes :

- ✓ Rendement du réseau en 2025 : estimé à 75 % environ (hypothèse de maintien du rendement actuel de 74,5 %) ;
- ✓ Population (total SAE) de 988 habitants en 2015 (soit un ratio de 83 m<sup>3</sup>/an/hab, supposé stable entre 2015 et 2025) :
  - 378 pour Roussas et 586 pour Valaurie comme indiqué au 3.1.3 ;
  - estimation de 24 habitants desservis sur Réauville (base de calcul : 11 abonnés et ratio de 2,16 habitants par logement établi d'après les données INSEE du dernier recensement sur l'ensemble de la commune) ;
- ✓ Population (total SAE) de 1 265 habitants en 2025 (progression supposée identique sur tout le territoire : 2,5 %/an), soit un volume annuel consommé d'environ 105 000 m<sup>3</sup> en 2025 ;
- ✓ Coefficient de pointe de 1,52 établi sur la base du jour moyen et du jour de pointe relevés en 2009.

La capacité de production des différentes ressources se base quant-à-elle sur les conditions les plus défavorables, en particulier :

- ✓ Débit d'exploitation de la Croix du Grés fixé à 375 m<sup>3</sup>/j (débit des pompes de 25 m<sup>3</sup>/h appliqué à un pompage de 15 h/j), très inférieur à la capacité possible du forage ;
- ✓ Débit fixé à 0 m<sup>3</sup>/j pour le Pont de Vence (assèchements parfois observés à la fin du printemps) ;
- ✓ Sources de Réauville : en l'absence de données récentes sur le débit disponible, les valeurs prises en compte sont celles fournies dans le SDAEP de 2010 soit 1,5 L/s (130 m<sup>3</sup>/j) pour Pré Jarnier et 1 L/s (86 m<sup>3</sup>/j) pour Clavon.

Soit une capacité de production prise en compte de 591 m<sup>3</sup>/j.

Dans ces conditions, le bilan est le suivant :

**TABLEAU 8 : BILAN BESOINS RESSOURCES**

	<b>2010</b>	<b>2025</b>
<b>Volume annuel consommé</b> <i>Consommations domestiques et gros consommateurs, besoins service, ...</i>	82 000 m <sup>3</sup> /an	105 000 m <sup>3</sup> /an
<b>Volume journalier consommé</b> <i>Consommations domestiques et gros consommateurs, besoins service, ...</i>	224,7 m <sup>3</sup> /j	287,7 m <sup>3</sup> /j
<b>Rendement pris en compte</b>	75 %	75 %
<b>Besoin journalier de production d'eau potable SAE</b>	301,5 m <sup>3</sup> /j	386,1 m <sup>3</sup> /j
<b>Besoin annuel de production d'eau potable SAE</b>	110 050 m <sup>3</sup> /an	140 918 m <sup>3</sup> /an
<b>Besoin en jour de pointe SAE</b> <i>Coefficient de pointe : 1,52</i>	458,3 m <sup>3</sup> /j	586,8 m <sup>3</sup> /j
<b>Capacité de production des différentes ressources</b>	591 m <sup>3</sup> /j	
<b>Bilan besoins ressources jour moyen</b>	<b>+ 289 m<sup>3</sup>/j</b>	<b>+ 205 m<sup>3</sup>/j</b>
<b>Bilan besoins ressources jour de pointe</b>	<b>+ 133 m<sup>3</sup>/j</b>	<b>+ 4 m<sup>3</sup>/j</b>

**Le bilan est ainsi excédentaire en situation actuelle et future.**

**Certains des travaux proposés dans le cadre du schéma directeur en 2010 pouvaient permettre d'améliorer le bilan et de conforter la satisfaction des besoins futurs en particulier en jour de pointe :**

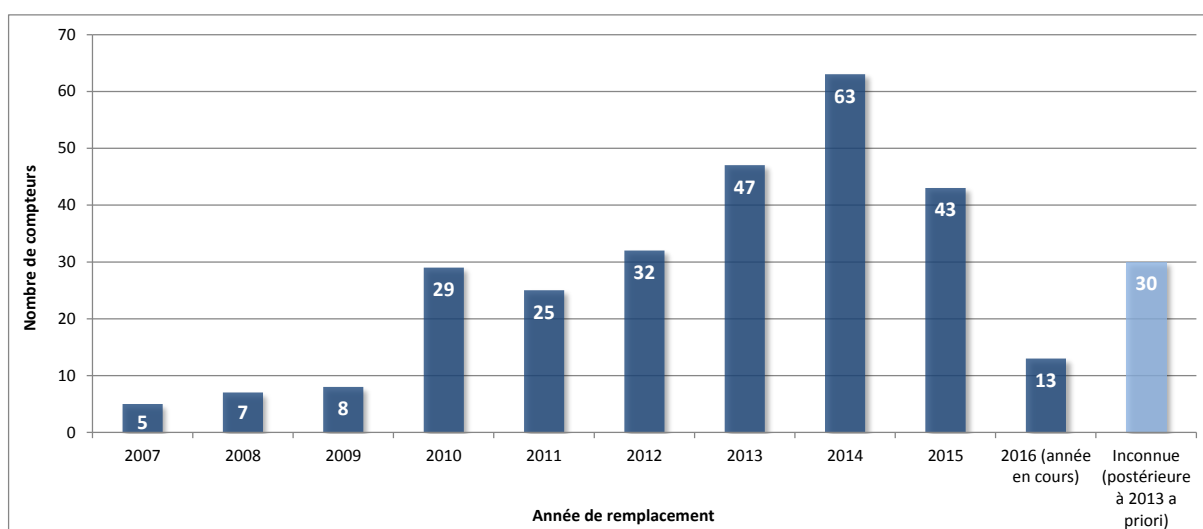
- ✓ **augmentation de la capacité du forage de la Croix du Grés (remplacement des pompes de 25 m<sup>3</sup>/h par des pompes de 50 m<sup>3</sup>/h) ;**
- ✓ **interconnexion avec les réseaux voisins (en particulier avec la commune de Chantemerle les Grignan, mais uniquement en cas de fuites sur le SAE, aucun débit n'est disponible en été).**

**La poursuite du remplacement des compteurs hors d'âge, associée à la suppression du rejet direct au milieu naturel (trop-plein du réservoir de Valaurie) réalisée au printemps 2016, aura en outre une incidence positive sur le rendement de réseau et permettra de diminuer les besoins en production.**

**L'augmentation de la capacité de la Croix du Grés nécessitera un nouvel arrêté d'autorisation de prélèvement, l'arrêté actuel (en annexe) n'autorisant en débit maximum de prélèvement instantané que 25 m<sup>3</sup>/h soit 600 m<sup>3</sup>/j avec un fonctionnement en continu.**

A ce jour, d'après les données transmises par le SAE en juin 2016, les travaux suivants ont été réalisés depuis 2010 et la réalisation du SDAEP :

- ✓ remplacement du réservoir du vieux village de Roussas d'une capacité de 200 m<sup>3</sup> par un nouveau réservoir d'une capacité de 800 m<sup>3</sup> (mis en service en juin 2014) ;
- ✓ mise en place d'un système de chloration sur les stations de pompage de la Croix du Grès, du Pont de la Vence et des sources de Réauville (2014-2015) ;
- ✓ remplacement des pompes de la station de pompage Pont de la Vence (début 2016) ;
- ✓ lancement au printemps 2016 de la procédure de mise en conformité des périmètres de protection des sources de Réauville (cf. document en annexe) ;
- ✓ remplacement progressif des compteurs particuliers par des compteurs électroniques (cf. graphique ci-dessous) ;
- ✓ changement des Sofrel sur Pont de Vence et Croix du Grès (2014-2015) ;
- ✓ extension de réseau (< 200 ml) à Roussas en 2015 ;
- ✓ remplacement de l'équipement des forages par du matériel en inox ;
- ✓ nettoyage des puits (Pont de Vence et Croix du Grès) fin 2015.



**FIGURE 11 : EVOLUTION DU NOMBRE ANNUEL DE COMPTEURS REMPLACES PAR LE SAE**



---

## **6 SYNOPTIQUE DU RESEAU AEP DU SAE VALAURIE-ROUSSAS (SOURCE : SAE)**

---

# SYNOPTIQUE ALTIMETRIQUE

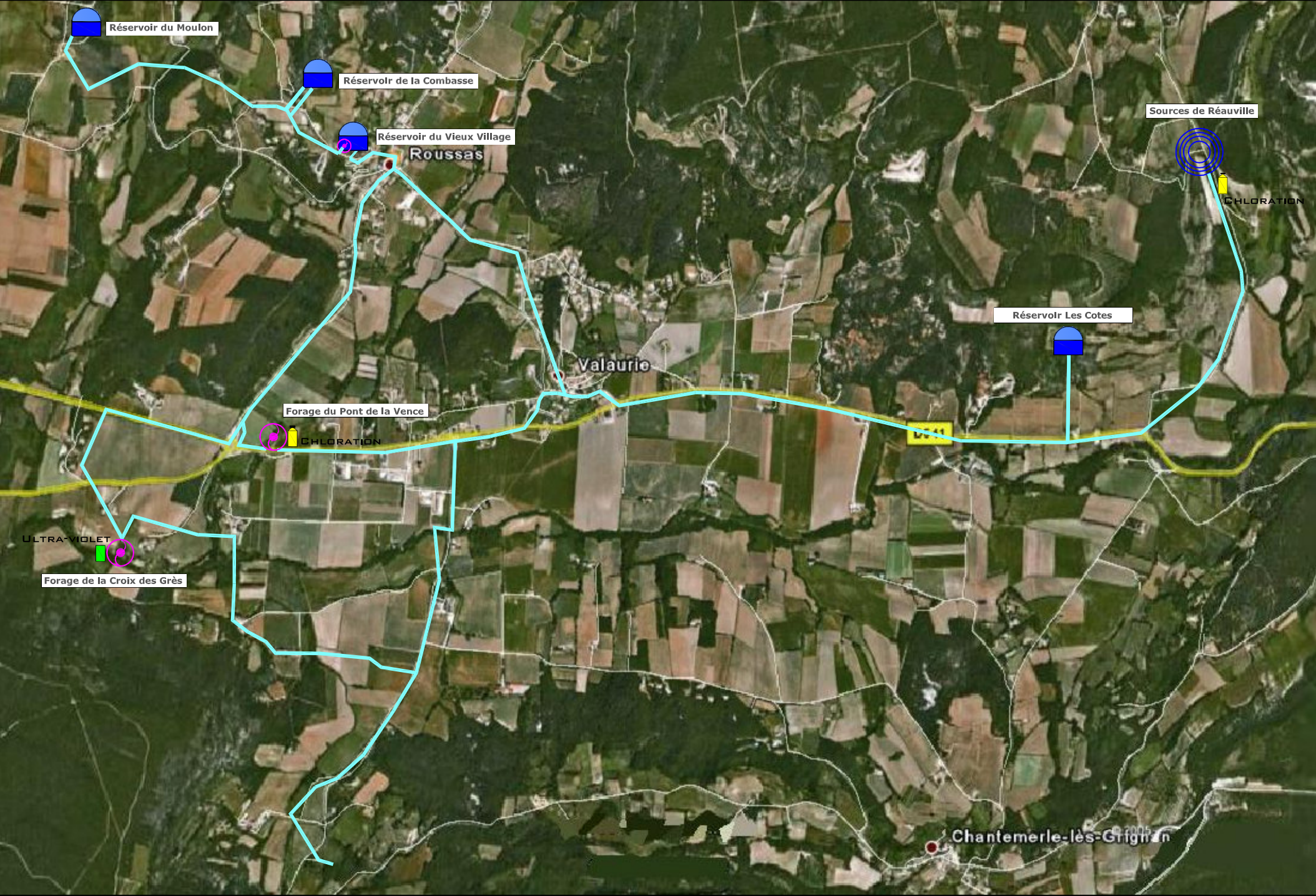
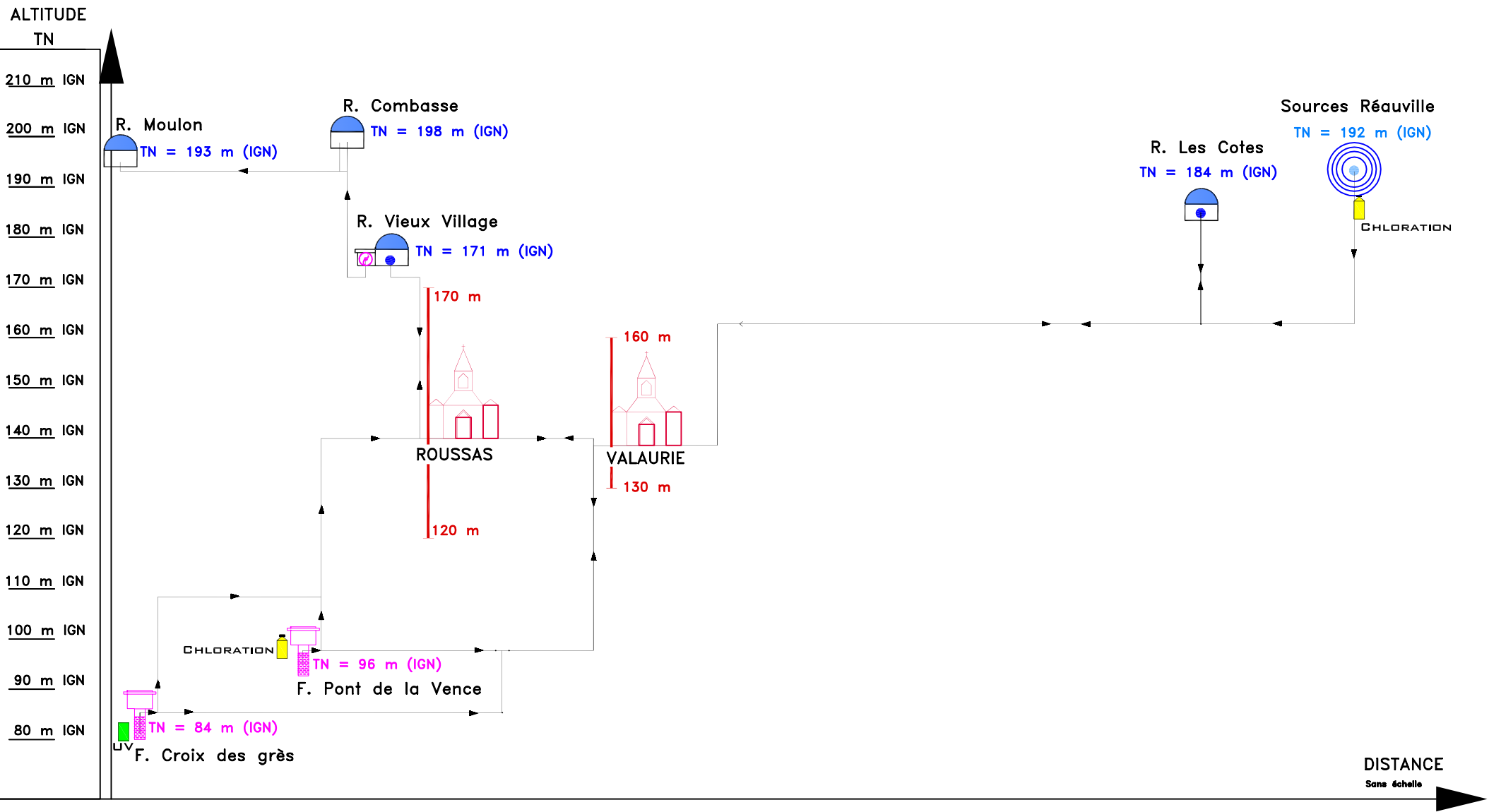


PHOTO AERIENNE

SANS ECHELLE

---

## **7 ARRETES DE DUP DISPONIBLES POUR LES OUVRAGES DE CAPTAGE**

---





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA DRÔME

Agence Régionale de Santé  
Délégation départementale de la Drôme  
Pôle prévention et gestion des risques  
Service Environnement et Santé  
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD  
Tél. : 04.75.79.71.68  
Fax : 04.75.79.71.76  
courriel : [ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr](mailto:ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr)

Préfecture  
Direction des collectivités  
et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par :  
Lucette MANGUIN  
Tel. : 04.75.79.28.71  
Fax : 04.75.79.28.55  
Courriel : [lucette.manguin@drome.gouv.fr](mailto:lucette.manguin@drome.gouv.fr)  
Courriel du BEP : [pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr)

2014 D N° 1523

Publié et enregistré le 11/02/2014 au SPF de VALENCE 2

Droits : Néant

CSI : 15,00 EUR

TOTAL : 15,00 EUR

Volume : 2014-P N° 990

Reçu : Quinze Euros

Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Jean-Christophe CHAREYRON

REGULARISE PAR 177R  
Le... 30/06/2014  
VOL... 2014-P... 3670

## ARRÊTE N° 2014 006 - 0030

Portant déclaration d'utilité publique des ouvrages de prélèvements et de dérivation des eaux,  
et de l'instauration des périmètres de protection ;

Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production  
et la distribution par un réseau public ;

Portant autorisation du prélèvement ;

Concernant le puits de Croix de Grés  
code BSS n° 08902X0021 / F  
sis sur la commune de VALAURIE

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-61,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau  
destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de  
la santé publique,



Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux programmes de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu la délibération du Syndicat Intercommunal des Eaux VALAURIE ROUSSAS du 18 octobre 2011, sollicitant l'instauration de la protection,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à la protection sanitaire du puits de Croix de Grés, du 25 janvier 2009,

Vu les résultats de l'enquête publique et parcellaire qui s'est déroulée du 8 avril au 15 mai 2013 sur la commune de Valaurie,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 5 juin 2013,

Vu le rapport et sur proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Rhône Alpes (ARS),

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date du 17 octobre 2013,

Vu la consultation du pétitionnaire en date du 5 décembre 2013,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes de VALAURIE et ROUSSAS, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE I : Déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau**

#### **Article 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du Syndicat Intercommunal des Eaux de Valaurie Roussas :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du puits de Croix de Grés, sis sur la commune de VALAURIE ;
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage,
- l'institution des servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

Il sera fait application de l'article L.23-1 du code de l'expropriation en cas d'atteinte portée aux exploitations agricoles, à l'environnement ou au patrimoine culturel par des ouvrages publics.

#### **Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine**

Le Syndicat Intercommunal des Eaux Valaurie Roussas est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines en vue de la consommation humaine au niveau du puits de Croix de Grés dans les conditions fixées par le présent arrêté.

#### **Article 3: Caractéristiques, localisation et aménagement du captage**

Le captage a été créé en 1990 et mis en service en 1992 dans le cadre d'une urgence « sécheresse ». Des études hydrogéologiques détaillées ont été réalisées postérieurement à sa création.

Le puits de captage se situe sur la commune de Valaurie, à 2 km environ au sud-ouest du village, en rive droite du ruisseau de la Berre, en bordure de la ripisylve. Il est protégé de l'érosion par un enrochement en façade sud du PPI.

Les coordonnées topographiques Lambert II étendue sont :  $X = 795\,325\text{ m}$  ;  $Y = 1\,937\,550\text{ m}$  ;  $Z = 88\text{ m}$

Le captage s'inscrit dans le contexte de confluence de La Vence et de la Berre, occupée par des alluvions récentes de sables et graviers déposées sur un substratum peu perméable de marnes et de marno-calcaires.

Les apports du versant dans le cône de déjections torrentielles de la Vence sont prépondérants avec un fort gradient et des chenalisations souterraines grossières préférentielles. La pente plus faible de la vallée de la Berre ralentit ces circulations vers l'aval et favorise la constitution d'un aquifère bien alimenté, localement épais de 6 m. Une couverture hétérogène de sables fins, de limons et d'argiles de l'ordre de 2 m protège relativement l'aquifère vis-à-vis des infiltrations de surface

Les variations piézométriques naturelles sont faibles de l'ordre de 0,5 à 1 m.

Le puits est profond de 8 mètres sous le terrain naturel.

Il est constitué par des buses béton en diamètre 1,4 m, télescopé par une buse plus étroite en fond de puits. Il y a deux orifices par buses.

Il est coiffé par une chambre technique en béton (4 \* 2 m et 2 m de hauteur), enterrée dans un tertre de protection contre les crues, ce qui porte à 10 m la profondeur totale de l'ouvrage. La chambre est visitable (capots Foug posés sur la dalle de couverture). Il est surmonté par un abri électrique.

#### **Article 4 : Conditions de prélèvement**

Le volume annuel maximal demandé permet d'assurer en totalité l'alimentation en eau potable des 2 communes concernées. Il assure au réseau une marge de sécurisation satisfaisante de son approvisionnement jusqu'en 2025 et une eau de consommation conforme à la réglementation.

Le puits de Croix de Grés capte la nappe d'accompagnement de la Berre, à la confluence Vence-Berre. Il n'influence pas directement les cours d'eau mais le prélèvement peut représenter jusqu'à 22% du débit d'étiage de référence de la Berre (QMNA5). Conformément au code de l'environnement et à la nomenclature (rubrique 1.2.1.0) le prélèvement est soumis à autorisation.

Les débits maximum d'exploitation autorisés sur le puits de Croix de Grés sont :

- débit de prélèvement maximum instantané de 25 m<sup>3</sup>/h, soit 600 m<sup>3</sup>/jour, permettant de faire face aux situations d'étiage extrême des sources de Réauville réduit à 91 m<sup>3</sup>/jour (3,8 m<sup>3</sup>/h) et tarissement du puits de Vence.

- volume de prélèvement maximum annuel de 67 000 m<sup>3</sup>, soit en moyenne 183 m<sup>3</sup>/j ou 7,5 m<sup>3</sup>/heure.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence les valeurs exportées conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.  
L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département

#### **Article 5 : Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage de Croix de Grés sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du Syndicat intercommunal des Eaux Valaurie Roussas.

#### **Article 6: Périmètres de protection du captage**

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté (annexe IV). Ils sont établis pour protéger tout le potentiel du puits, testé au débit d'essai de 40 m<sup>3</sup>/heure, soit 960 m<sup>3</sup>/jour.

##### **Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.**

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant, l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que le Syndicat Intercommunal des Eaux de Valaurie Roussas et l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication et les cours d'eau traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout captage supplémentaire destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

IV. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

##### **Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate**

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joint au dossier (annexes IV et V). Il s'établit aux dépens de la parcelle section ZK n° 113.

Des servitudes sont instituées sur le terrain du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Toutes activités autres celles nécessaires à l'entretien du périmètre, à l'exploitation ou au renouvellement des ouvrages y sont interdites.

### Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée

Il est défini un périmètre de protection rapprochée tel que précisé sur le plan et à l'état parcellaire joints (annexes IV et V). Il s'établit sur une surface de 10 ha environ sur la commune de Valaurie.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté.

Le plan parcellaire est tenu à jour des modifications du parcellaire et des éventuelles implantations nouvelles, ainsi que des équipements visés par l'arrêté. La mise à jour est communiquée à l'ARS tous les 5 ans.

### Article 6.4 : Périmètre de protection éloignée

Il est défini un périmètre de protection éloignée tel que précisé sur le plan parcellaire joint (annexes IV). Il s'établit sur une surface complémentaire de 12 ha environ sur la commune de Valaurie.

Des réglementations sont instituées sur les terrains du périmètre de protection éloignée suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

Le plan parcellaire est tenu à jour des modifications du parcellaire et des éventuelles implantations nouvelles, ainsi que des équipements visés par l'arrêté. La mise à jour est communiquée à l'ARS tous les 5 ans.

## CHAPITRE II : Traitement, distribution de l'eau et autorisation

### Article 7 :

L'eau est refoulée en adduction distribution sur le réseau syndical et les réservoirs pilotes de Valaurie (200 m<sup>3</sup>) et de Roussas (200 m<sup>3</sup>).

Compte tenu de la qualité physico-chimique et microbienne observée, l'eau est distribuée après un simple traitement de désinfection appliqué sur le refoulement du puits (Arrêté préfectoral n° 229 du 25 juin 1996).

Le traitement est asservi au fonctionnement des pompes de reprise.

Il est équipé de dispositifs de mesure automatique (analyseur en continu), de télésurveillance et de téléalarmes.

Toutes modification substantielle de la filière de traitement fait l'objet d'une autorisation préalable par arrêté préfectoral.

### Article 8 : Matériaux du réseau

Le demandeur utilise des matériaux entrant au contact de l'eau conformes aux dispositions de l'article R.1321-48 du code de la santé publique, dans les installations nouvelles ou parties de réseaux faisant l'objet de rénovation.

### Article 9 : Contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique et ses arrêtés d'application.

L'ARS peut moduler les fréquences du contrôle au vu des résultats d'analyses.

### Article 10 : Surveillance

Conformément à l'article R.1321-23 du code de la santé publique, le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.



Cette surveillance comprend :

- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- un programme de test et analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Ce fichier, consultable par l'ARS, présente en particulier et dans un ordre chronologique, les dates de vérification du fonctionnement des installations de production et les opérations de maintenance.

Dans le cadre de la surveillance, le demandeur veille au bon fonctionnement et à l'entretien des systèmes de production et de distribution d'eau. Il est responsable de la qualité de l'eau utilisée.

#### **Article 11 :**

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée et/ou distribuée, sur les captages, leurs équipements ou leurs périmètres de protection, est porté à la connaissance du préfet et de l'ARS. Le demandeur inspecte les ouvrages aussi souvent que de besoin.

Le demandeur transmet un compte rendu de ces opérations au Préfet et à l'ARS dans le mois suivant.

### **CHAPITRE III : Dispositions diverses**

#### **Article 12 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte d'autorisation et de déclaration d'utilité publique veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système de production de l'eau destinée à la consommation humaine sur le périmètre couvert par le réseau du SIE Valaurie Roussas doit être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

#### **Article 13 : Délai et durée de validité**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **Article 14 : Servitudes de passage**

Le captage est directement accessible à partir d'un chemin communal.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'établir une servitude d'accès

#### **Article 15 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de sa mise en œuvre. Sa notification est faite par le demandeur sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, sera affiché en mairie de VALAURIE pendant une durée minimum de deux mois. Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

La mise à jour des documents d'urbanisme doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée et sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

**Article 16 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

**Article 17 : Droit de recours**

Au titre de code de la santé publique et du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ( 2 place de Verdun, BP 1135, 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 18 : Mesures exécutoires**

Monsieur le Préfet de la Drôme, Monsieur le Sous Préfet de Nyons, Monsieur le Maire de la commune de Valaurie, Monsieur le président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Valaurie Roussas, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public au siège du Syndicat et à la mairie de Valaurie.

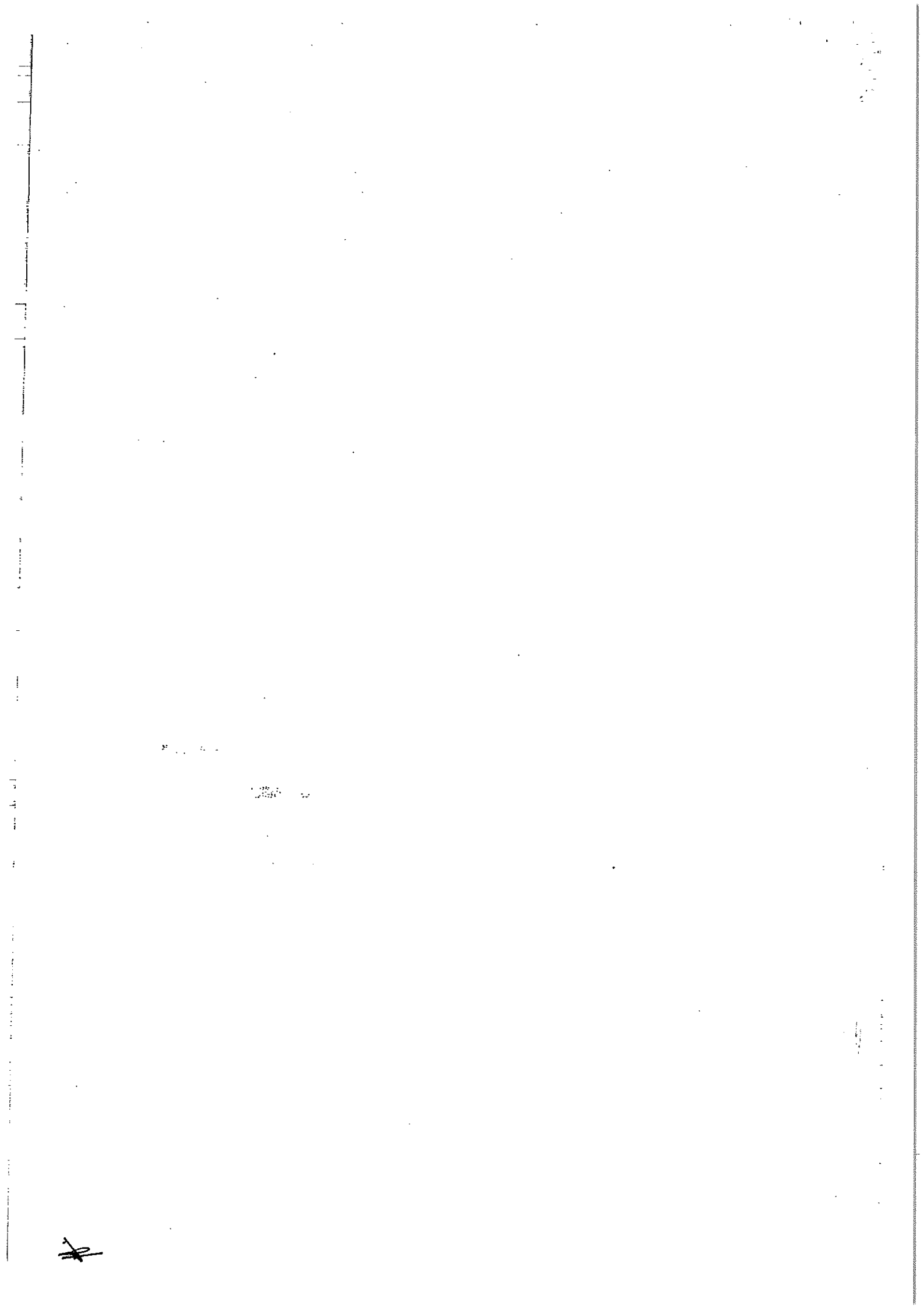
Fait à Valence, le - 6 JAN. 2014

Le Préfet

Didier LAUGA

**Liste des annexes :**

- Annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate ;
- Annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée ;
- Annexe III : servitudes instituées dans le périmètre de protection éloignée ;
- Annexe IV: plan parcellaire (PPI - PPR - PPE)
- Annexe V : état parcellaire (PPI-PPR).



- la création de parcs d'élevage, avec point d'eau et de nourrissage ;
- La création de canalisation de transport de fluides potentiellement polluants : Pluvial ; Oléoducs ; Conduites maîtresse d'assainissement (sauf extension du réseau de collecte d'assainissement public vers les habitations non desservies) ;

**Les aménagements ou activités susceptibles de favoriser les infiltrations rapides et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines, dont :**

- l'ouverture nouvelle de carrières pour l'exploitation des matériaux du sol et du sous-sol, le décapage de la couche limoneuse, le creusement d'excavations de plus d'un mètre de profondeur.
- la recherche et l'exploitation des eaux souterraines par forage ou puits (autres que celles destinées à assurer le renouvellement éventuel de l'équipement communal.
- la création de plan d'eau ou nouveaux canaux de drainage-irrigation ainsi que l'approfondissement de ceux existants.
- Le défrichage de la Ramière (ripisylve)

**Et d'une manière générale tout fait susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines.**

**Sont réglementés :**

- l'utilisation des phytosanitaires qui devront être raisonnés au strict besoin des cultures, en alternant les matières actives. Le désherbage chimique sera limité au strict minimum, en privilégiant le désherbage mécanique. Une déclaration annuelle des surfaces traitées, des quantités et des matières actives appliquées sera adressée annuellement au Syndicat Valaurie Roussas et transmise à l'autorité sanitaire pour permettre l'adaptation du contrôle sanitaire ;
- la fertilisation des terres agricoles qui devra respecter les codes des bonnes pratiques agronomiques. Les produits utilisés ne devront pas être potentiellement dangereux pour l'eau (c'est-à-dire limiter le risque de percolation rapide et de contamination bactérienne forte) ;
- l'évolution modérée du bâti existant (parcelle n° 124) Le renouvellement ou l'extension modérée des bâtiments sera autorisé dans la limite de 50 % de la surface initiale et sans modification fondamentale du potentiel polluant. Les projets de construction ou de mutation de la vocation du bâti feront l'objet d'une notice décrivant l'impact sur l'eau, jointe au dossier du permis de construire et soumise pour avis à l'autorité sanitaire. La mutation vers des activités potentiellement polluante est interdite. Les dispositifs d'assainissement devront être en adéquation avec l'occupation des locaux ;
- Dans ce secteur où il n'existe pas de réseau d'assainissement collectif, les dispositifs d'assainissement autonome conforme à la réglementation sont autorisés (bâtiments parcelle n°124). Ils devront prendre en compte la proximité de la nappe phréatique. En cas d'extension du réseau de collecte d'Eau Usée, le raccordement et la passivation des assainissements autonomes seront obligatoires ; Le raccordement sur un réseau d'eau usées ne pourra pas avoir pour effet d'ouvrir le PPR à la construction ;
- les puits, piques ou forages existants pour le captage de l'eau dans la nappe des alluvions seront recensés, avec indication du débit maximum d'exploitation autorisé. Les ouvrages seront munis d'un compteur, et mis en sécurité contre l'introduction d'eaux parasites (clapet antiretour, surélévation et étanchéisation de la tête de puits,). La conformité des ouvrages sera vérifiée tous les 5 ans ;
- le pâturage, pour une densité faible n'excédant pas une dizaine d'animaux (10 UGB) présents sur le PPR, sans dégradation de la pâture ni accumulation de fumiers. Les box existants, ne pourront pas être agrandis ;

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le - 6 JAN. 2014  
Le Préfet

**Protection du puits de CROIX DE GRES  
Situé sur la commune de VALAURIE**

Didier LAUGA

**Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate**

Il est créé un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V).

Ce périmètre a pour but de préserver le puits et la station de reprise des risques de pollution directe ou de dégradation (protection physique).

**Obligations :**

- La parcelle du PPI appartient en pleine propriété Syndicat Intercommunal des Eaux VALAURIE ROUSSAS, qui en restera propriétaire pendant toute la durée d'exploitation du captage.
- Les ouvrages sont défendus contre l'intrusion par des fermetures et des alarmes adaptées
- Le PPI est entouré par une clôture infranchissable, fermée par un portail;
- La surface du périmètre clôturé est entretenue par fauchage de la couverture herbacée et destruction mécanique des repousses arbustives ; L'usage des désherbants est proscrit.

**Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et au renouvellement des installations y sont interdites.**

**Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée**

Il est créé un Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V).

A l'intérieur de cette zone de périmètre de protection rapprochée, les parties privées ne sont pas à acquérir par le syndicat.

**Sont interdits :**

**Les activités ou faits susceptibles de créer des foyers de pollution, ponctuels ou diffus, et en particulier :**

- Les constructions nouvelles potentiellement polluantes, y compris habitations ou abris pour gros animaux, non liées à l'extension d'un bâti ou d'un équipement existant ;
- L'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement, présentant un risque de pollution des eaux souterraines (ICPE industrielle ou agricoles ; Les élevages hors sol) ;
- L'implantation de serres horticoles (hors usage domestique) ;
- Les stockages et les dépôts nouveaux même temporaires de produits fermentescibles, toxiques ou radioactifs et de façon générale de tous produits chimiques et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- Les dépôts nouveaux, même temporaires d'hydrocarbures liquides.
- Les stockages ou dépôts au champ, même temporaires de fumiers et composts
- le rejet au milieu superficiel ou l'épandage agricole d'eaux usées ou de boues d'origine domestique, agricole ou industrielle ;
- l'épandage agronomique d'engrais chimiques très solubles, de lisiers, purins et fumiers frais, susceptibles de migrer rapidement avec les eaux de ruissellement et d'infiltration ;



19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits du Croix du Grès – Périmètre de Protection Immédiate

Annexe V

PROPRIETAIRES REELS

Propriétaire  
**Syndicat Intercommunal d'Eau Valaurie-Roussas**  
N Siren : 252 600 986 00019 établi au vu du Kbis, Mairie, 26230 VALAURIE,

Section	PARCELLES				Commune	Superficie à acquérir		Observations
	Parcelle	Voie ou lieu dit	Contenance m²	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	113	La Croix du Grès	2 501	Lande	Valaurie	2 501	0	

ORIGINES DE PROPRIETE

- Acquisition du 11/02/1993, Me ENZINGER, publiée le 01/03/1993, vol 1993P n 943 et 29/03/1993, vol 1993P n 1368

Didier LAUGA

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 6 JAN. 2014  
Le Préfet

19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits de la Croix du Grès – Périmètre de Protection Rapprochée

PROPRIETAIRES REELS

Prop Indivis

**FOURNIER Pierre André**

Epx CLAPIER Paulette, Le Village, 26 230 ROUSSAS,  
01/04/1930 Valaurie (26)

Prop Indivis

**CLAPIER Paulette Madeleine**

Epse FOURNIER Pierre, Le Village, 26 230 ROUSSAS,  
01/04/1930 Valaurie (26)

PARCELLES					Commune	Servitudes en m²		Observations
Section	Parcelle	Voie ou lieu dit	Contenance m²	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	114	La Croix du Grès	8 408	Terre Vigne	Valaurie	4 256	4 152	
ZK	121	La Croix du Grès	17 016	Vigne Terre	Valaurie	17 016	0	

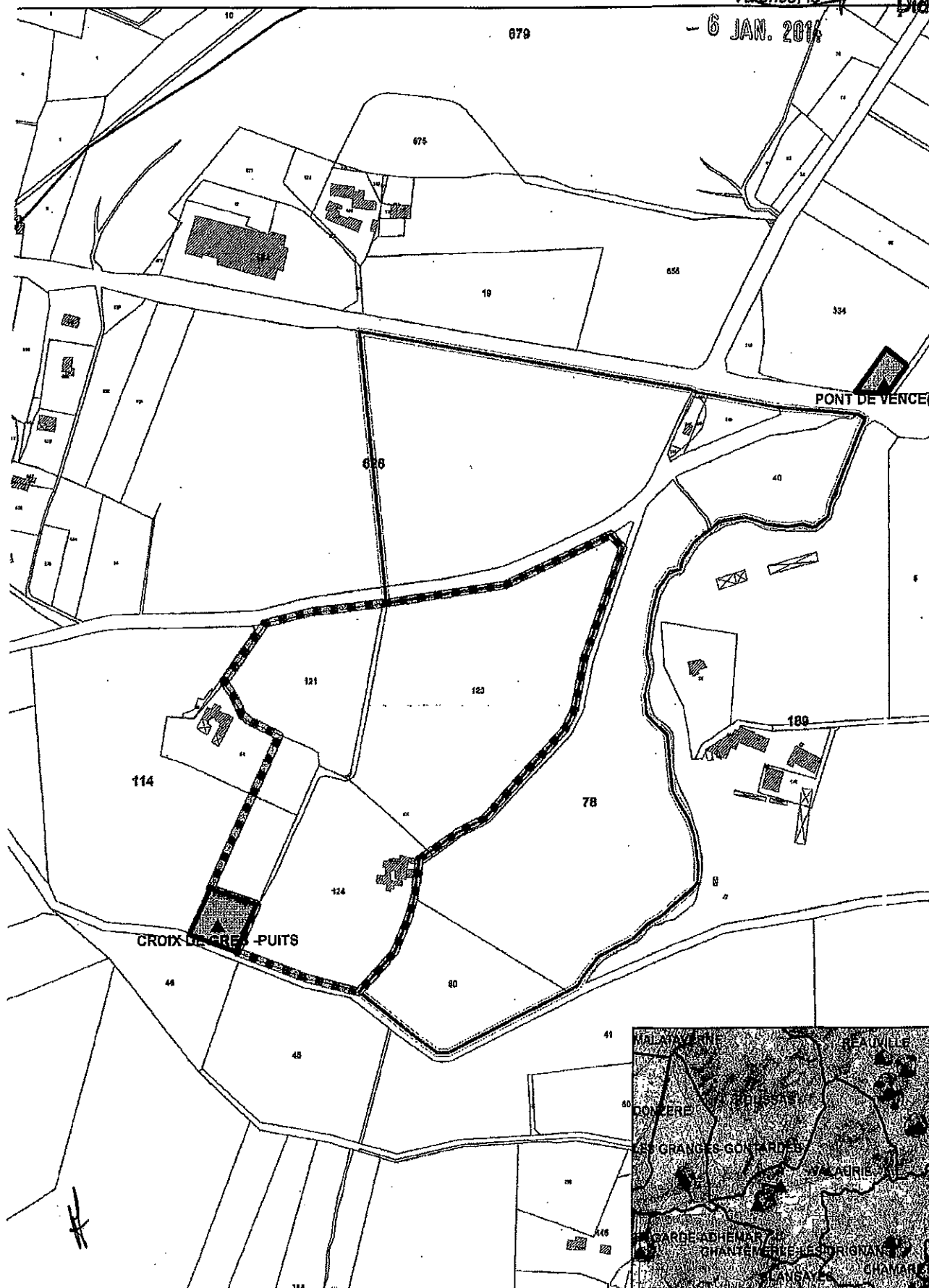
ORIGINES DE PROPRIETE

- PV de remembrement - Attribution après abandon, publié le 25/08/1969, vol 76 n 63

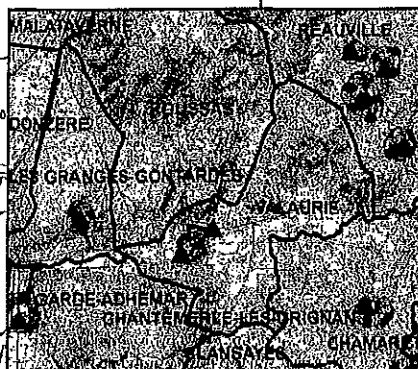
**SIE VALAURIE ROUSSAS**  
**Puits de Croix de Grés**  
**Captage et protection sanitaire**  
**Plan parcellaire**

Annexe IV

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour Le Préfet  
Valence, le **6 JAN. 2013**  
**Didier LAUGA**



- ▲ Captages - CS
- PPI - CS
- PPR - CS
- PPE - CS
- Limites communales



0 45 90 180 Mètres

Echelle : 1:5 000

AL - 9 septembre 2013



#### **Obligations :**

- Les dispositifs d'assainissement autonomes existants devront être mis en conformité avec la réglementation générale dans un délai de 2 ans et contrôlés tous les 5 ans
- Les stockages d'hydrocarbures existants sont recensés. Leur capacité ne pourra pas être augmentée. Ils seront contrôlés tous les 5 ans Ils seront être mis en conformité avec la réglementation générale applicable à ce type d'installations:
  - dans un délai de 3 ans pour les stockages enterrés, qui devront être constitués d'une double enveloppe et équipés d'un détecteur de fuites,
  - dans un délai de 5 ans pour les stockages aériens qui devront être pourvus d'une cuve de rétention de capacité au moins égale.
- Les stockages existants de produits chimiques (engrais, produits phytosanitaires) seront déclarés et mis en conformité dans un délai de 2 ans. Ils seront contrôlés tous les 5 ans.

#### **Annexe III – réglementations instituées dans le périmètre de protection éloignée**

Il est créé un périmètre éloigné visant à prendre en compte l'alimentation de la nappe de la confluence Berre – Vence tel que défini sur le plan parcellaire joint (annexes IV).

A l'intérieur de cette zone, les parties privées ne sont pas à acquérir par la commune.

#### **Sont réglementés :**

- L'extension liée à des bâtiments existants est seule autorisée. La rédaction des dispositions correspondantes du PLU est soumise à l'accord préalable de l'autorité sanitaire. Les opérations d'ensemble et les constructions isolées sont interdites.
- Les activités et installations susceptibles de porter atteinte à la qualité ou la quantité de la ressource en eau devront faire l'objet d'une stricte application de la réglementation sanitaire et environnementale (Code de la Santé et Code de l'Environnement) en vigueur. Les projets seront soumis à l'avis de l'autorité sanitaire. Les projets potentiellement très polluants pourront être interdits ;
- Le stockage ou les dépôts de fumiers ou composts devront être déclarés annuellement au Syndicat et aux services responsables. Ils seront établis dans les règles garantissant l'absence de fuites d'azote au milieu naturel.
- Les stockages de produits phytosanitaires, d'engrais et d'hydrocarbures liquides seront déclarés au Syndicat et sécurisés ;
- Les dispositifs d'assainissement autonomes seront déclarés au syndicat et à la commune de Valaurie et mis en conformité avec la réglementation dans un délai de 5 ans ;
- La réalisation de nouveaux puits ou forage dans la nappe des alluvions pour des débits supérieur au seuil de déclaration est interdite ; Les ouvrages de prélèvements « domestiques » et de leur mise en sécurité vis-à-vis de des risques d'infiltration ou de retour d'eau sont tolérés sous respect du respect des règles de l'art pour la réalisation des puits et de leur étanchéité vis-à-vis des infiltrations de surface.

#### **Prescriptions relatives au Rivières de Berre et de Vence (PPR et PPE)**

- Les interventions importantes sur les ruisseaux Berre et Vence sur le linéaire riverain des périmètres (curage, rectification, endiguement...) seront portées à la connaissance du Syndicat et de l'autorité sanitaire. Ces travaux ne devront pas être susceptibles de dégrader la qualité de l'eau infiltrée dans la nappe, ou de réduire l'infiltration naturelle ;
- L'entretien des berges (débroussaillage) sera réalisé par des moyens mécaniques ou thermiques, en excluant les débroussaillants chimiques. L'exploitation des boisements est autorisée ;
- La création de captage en nappe d'accompagnement ou de prise d'eau en rivières doit être proscrite sur le linéaire riverain des périmètres ;





19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits de la Croix du Grès – Périmètre de Protection Rapprochée

PROPRIETAIRES REELS

Prop Indivis

**GOSSELIN Marcelle Marie**

Epse BOULANGER Eric, 18 sentier du Moulin, 1380 LASNE (Belgique),  
06/02/1953 MORTSEL (Belgique)

Prop Indivis

**GOSSELIN Rose Anne**

Epse LEROY Jacques, 10 rue du Champ Binette, 1380 LASNE (Belgique),  
16/03/1951 MORTSEL (Belgique)

PARCELLES					Commune	Servitudes en m <sup>2</sup>		Observations
Section	Parcelle	Voie ou lieu dît	Contenance m <sup>2</sup>	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	79	La Croix du Grès	215	Sol	Valaurie	215	0	

ORIGINES DE PROPRIETE

- Acquisition du 27/05/1988, Me FABRE, publiée le 30/06/1988, vol 2581 n 5

19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits de la Croix du Grès – Périmètre de Protection Rapprochée

PROPRIETAIRES REELS

Prop Indivis (pour 1/2)

**GOSSELIN Marcelle Marie**

Epse BOÜLANGER Eric, 18 sentier du Moulin, 1380 LASNE (Belgique),  
06/02/1953 MORTSEL (Belgique)

Prop Indivis

**GOSSELIN Rose Anne (pour 1/2)**

Epse LEROY Jacques, 10 rue du Champ Binette, 1380 LASNE (Belgique),  
16/03/1951 MORTSEL (Belgique)

PARCELLES					Commune	Servitudes en m <sup>2</sup>		Observations
Section	Parcelle	Voie ou lieu dit	Contenance m <sup>2</sup>	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	124	La Croix du Grès	24 935	Terre Lande	Valaurie	24 935	0	

ORIGINES DE PROPRIETE

- Acquisition du 16/10/1986, Me FAVRE, publiée le 26/11/1986, vol 2333 n 29
- Création de servitude de passage sur la parcelle ZK 79 publiée le 26/11/1986, vol 2333 n 29

19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits de la Croix du Grès – Périmètre de Protection Rapprochée

PROPRIETAIRES REELS

Prop Indivis

**GOSSELIN Marcelle Marie**

Epse BOULANGER Eric, 18 sentier du Moulin, 1380 LASNE (Belgique),  
06/02/1953 MORTSEL (Belgique)

Prop Indivis

**GOSSELIN Rose Anne**

Epse LEROY Jacques, 10 rue du Champ Binette, 1380 LASNE (Belgique),  
16/03/1951 MORTSEL (Belgique)

PARCELLES					Commune	Servitudes en m <sup>2</sup>		Observations
Section	Parcelle	Voie ou lieu dit	Contenance m <sup>2</sup>	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	123	La Croix du Grès	48 786	Terre Tailis	Valaurie	48 786	0	

ORIGINES DE PROPRIETE

- Acquisition du 27/05/1988, Me FABRE, publiée le 30/06/1988, vol 2581 n 5
- Création de servitude de passage sur la parcelle ZK 122 publiée le 06/12/1993, vol 1993P n 5653
- 
-

19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits de la Croix du Grès – Périmètre de Protection Rapprochée

PROPRIETAIRES REELS

Propriétaire

**Société La Bastide Wentrup**

N Siren : 252 600 986 00019 RCS Romans, La Croix du Grès, 26 230 VALAURIE,

Section	Parcelle	PARCELLES			Commune	Servitudes en m <sup>2</sup>		Observations
		Voie ou lieu dit	Contenance m <sup>2</sup>	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	64	La Croix du Grès	9 953	Jardin Terre	Valaurie	2 280	7 673	

ORIGINES DE PROPRIETE

- Acquisition du 14/09/2001, Me RAYBAUDO, publiée le 06/11/2001, vol 2001P n 6559
- Création de servitude de non aedificandis sur les parcelles AK 63 et AK 66 publiée le 06/11/2001, vol 1561 n 8



19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits de la Croix du Grès – Périmètre de Protection Rapprochée

PROPRIETAIRES REELS

Propriétaire

**Syndicat Intercommunal d'Eau Valaurie-Roussas**

N Siren : 252 600 986 00019 établi au vu du Kbis, Mairie, 26230 VALAURIE,

PARCELLES					Commune	Servitudes en m <sup>2</sup>		Observations
Section	Parcelle	Voie ou lieu dit	Contenance m <sup>2</sup>	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	122	La Croix du Grès	717	Terre	Valaurie	717	0	
ZK	120	La Croix du Grès	25	Terre	Valaurie	25	0	

ORIGINES DE PROPRIETE

- Acquisition du 23/11/1993, Me ENZINGER, publiée le 06/12/1993, vol 1993P n 5653

19/04/2011

Conseil Général de la Drôme  
Commune de Valaurie – Puits de la Croix du Grès – Périmètre de Protection Rapprochée

PROPRIETAIRES REELS

Propriétaire

**Syndicat Intercommunal d'Eau Valaurie-Roussas**

N Siren : 252 600 986 00019 établi au vu du Kbis, Mairie, 26230 VALAURIE,

Section	Parcelle	PARCELLES			Commune	Servitudes en m²		Observations
		Voie ou lieu dit	Contenance m²	Nature		Emprise	Hors Emprise	
ZK	125	La Croix du Grès	744	Terre	Valaurie	744	0	

ORIGINES DE PROPRIETE

- Acquisition du 23/11/1993, Me ENZINGER, publiée le 06/12/1993, vol 1993P n 5653
- Création de servitude de passage du 16/10/1986 sur la parcelle ZK 79 publiée le 26/11/1986, vol 2333 n 29

### **POUVOIRS**

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant, dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs à un collaborateur du rédacteur des présentes, à l'effet de faire dresser tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

### **DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION**

Les présentes exonérées de droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (art. 1042 du C.G.I.) seront soumises à la formalité fusionnée.

### **Contribution de sécurité immobilière**

15 €

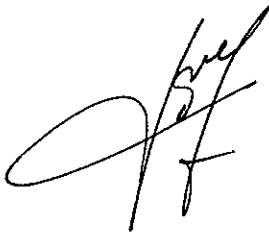
### **CERTIFICAT D'IDENTITE**

Monsieur Jean IVANEZ, agissant en qualité de Président du Syndicat Intercommunal des Eaux Valaurie - Roussas, certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée, par la production d'une pièce d'identité ou d'un extrait de leur acte de naissance et ou de mariage, pour la commune de son inscription au répertoire national des entreprises et des établissements.

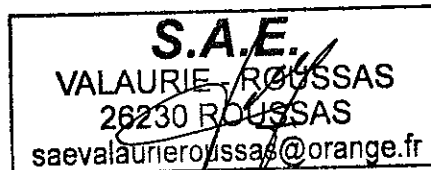
### **CERTIFICAT DE CONFORMITE**

Monsieur Jean IVANEZ, agissant en qualité de Président du Syndicat Intercommunal des Eaux Valaurie - Roussas, atteste que le présent acte rédigé sur 20 pages, est exactement conforme à la minute et à la copie authentique destinée à être publiée, contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au Fichier Immobilier des droits réels et à l'assiette de tous salaires, impôts et taxes.

Monsieur le Président  
Jean IVANEZ



le 04/02/2014,



1954-1955

1954-1955  
1954-1955  
1954-1955  
1954-1955

## **ATTESTATION RECTIFICATIVE**

Suite à la notification de rejet du 25 juin 2014 portant le n° 2014 / 0415 déposé aux fins de publication le 06/01/2014 sous le n° 2014 D 01523 vol. 2014P n°00990.

Et en vue de réparer les irrégularités signalées, Monsieur Jean IVANEZ, agissant en qualité de Président du Syndicat Intercommunal des Eaux Valaurie - Roussas, atteste qu'il y a lieu d'apporter les modifications suivantes

### **AU LIEU DE LIRE**

#### **Parcelle ZK 64 :**

Propriétaire : Société La Bastide Wentrup, N° Siren : 439 308 966 RCS Romans, La Croix du Grès - 26 230 VALAURIE

#### **Parcelles ZK 79-123-124 :**

##### Prop Indivis :

- GOSSELIN Marcelle Marie, épouse BOULANGER Eric, 18 Sentier du Moulin, 1380 LASNE (Belgique), née le 06/02/1953 à MORTSEL (Belgique)
- GOSSELIN Rose Anne, épouse LEROY Jacques, 10 rue du Champ Binette, 1380 LASNE (Belgique), née le 16/03/1951 à MORTSEL (Belgique)

### **IL FAUT LIRE**

#### **Parcelle ZK 64 :**

Propriétaire : LA BASTIDE WENTRUP, Société Civile Immobilière, siège à VALAURIE (26 230), La Croix du Grès, N° Siren : 439 308 966 RCS Valence

#### **Parcelles ZK 79-123-124 :**

##### Prop Indivis :

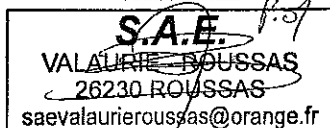
- GOSSELIN Marcelle Marie, épouse BOULANGER Eric, 18 Sentier du Moulin, 1380 LASNE (Belgique), née le 06/02/1953 à MORTSEL (Belgique)
- GOSSELIN Rose-Anne Marie, épouse LEROY Jacques, 10 rue du Champ Binette, 1380 LASNE (Belgique), née le 16/03/1951 à MORTSEL (Belgique)

Le reste sans changement.

Etabli en deux exemplaires certifiés exactement collationnés.

A, Valaurie, le 26/06/2014

Le Président,  
Jean IVANEZ



2014 D N° 5709

Publié et enregistré le 30/06/2014 au SPF de VALENCE 2

Droits : Néant

CSI : 15,00 EUR

TOTAL : 15,00 EUR

Volume : 2014 P N° 3610

Reçu : Quinze Euros

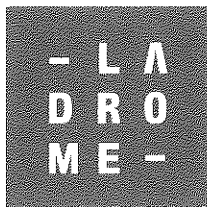
Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Jean-Christophe CHAREYRON

---

## **8 LANCEMENT DE LA MISE EN CONFORMITE DE LA PROTECTION DES SOURCES DE REAUVILLE**

---



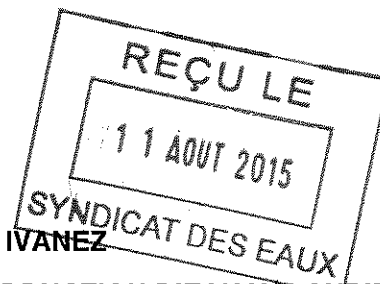


LE DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

envoyé le  
14/08.

+  
élus SAE par mail.



Direction de l'Environnement  
Sous Direction Gestion de l'Eau - S.A.T.E  
Contact Stéphanie AUBERT  
Tél: 04 75 79 82 37 Fax: 04 75 55 25 36  
Courriel: saubert@ladrome.fr

Monsieur Jean IVANEZ  
Président  
SYNDICAT D'ADDUCTION D'EAU VALAURIE-  
ROUSSAS  
MAIRIE  
26230 ROUSSAS

Réf: SAJF  
Captage : 15.03 – Source de la Montée de  
Réauville – Commune de VALAURIE-  
ROUSSAS

À Valence, 10 AOUT 2015

Monsieur le Président,

Par délibération en date du 8 avril 2015 vous avez décidé de procéder à la mise en conformité de la protection du point d'eau ci-dessus référencé et de confier la maîtrise d'ouvrage de cette procédure administrative au Département de la DROME.

Le programme départemental 2015 est maintenant établi et la liste des points d'eau le constituant arrêtée. Votre demande a été examinée et fait partie de ce programme.

Afin d'engager la procédure dans les meilleurs délais, vous trouverez ci-joint **deux exemplaires** de la convention à intervenir entre le Département et votre Collectivité. Vous voudrez bien retourner au Département, service Gestion de l'Eau, **un exemplaire** de ce document, **signé mais non daté dans les meilleurs délais**.

Une fois ces formalités remplies, je vous rappelle qu'une participation financière vous sera demandée, telle que définie dans la convention. Cette somme est due en une seule fois.

Au cas où vous décideriez de renoncer à la mise en conformité de votre captage, ou de la reporter (captage abandonné, étude en cours,...) je vous saurais gré de m'en informer dans les plus brefs délais.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.

Par délégation du Président  
Le Directeur Général Adjoint  
des Services Départementaux  
Alain KERHARO

Patrick LABAUNE  
Président du Conseil départemental  
Député de la Drôme

PJ. : 2

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement automatisé et sont destinées au Département de la Drôme. Les droits d'accès, d'opposition et de rectification prévus par la loi n°78-17 du 06/01/1978 modifiée s'exercent auprès du Président du Conseil départemental.

LE DÉPARTEMENT DE LA DROME  
HOTEL DU DEPARTEMENT, 26 AVENUE DU PRESIDENT HERRIOT, 26026 VALENCE CEDEX 9 TEL : 04 75 79 26 26  
[ladrome.fr](http://ladrome.fr) - [ladrome.mobi](mailto:ladrome.mobi)

**DEPARTEMENT DE LA DROME**

**MISE EN PLACE DES PERIMETRES DE PROTECTION**

**DES CAPTAGES D'EAU POTABLE**

=====

**CONVENTION**

**ENTRE**

**Monsieur Alain RICARD, Président**

**agissant pour le compte du SYNDICAT D'ADDUCTION D'EAU VALAURIE-ROUSSAS  
en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibérations en date du 8 avril 2015**

d'une part,

**ET**

**Monsieur Patrick LABAUNE,  
Président du CONSEIL DEPARTEMENTAL,  
Député de la Drôme**

**agissant pour le compte du Département de la DROME en vertu des pouvoirs qui lui ont été  
conférés par délibération en date du 6 juillet 2015.**

d'autre part.

**PREAMBULE**

La réglementation en vigueur concernant la qualité des eaux de distribution publique, notamment :

- Les articles L 1311 à L 1321 du Code de la Santé Publique
- Le décret n° 2001.1220 du 20 décembre 2001
- La loi n° 92.3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau
- La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques

impose l'obligation de mettre en place autour des points de prélèvement d'eaux souterraines exploités pour l'alimentation humaine des périmètres de protection, définis au vu du rapport de l'hydrogéologue officiel.

La complexité de la procédure administrative de mise en place de ces périmètres et en particulier de l'instauration des servitudes liées à la création du périmètre de protection rapprochée, est telle que peu de collectivités, communes ou syndicats, l'ont menée à son terme, si bien que de nombreux points de prélèvement d'eau potable publics ne bénéficient pas encore de la protection réglementaire prévue par les textes.

Au travers de ce « programme de mise en conformité des périmètres de protection », le Département de la Drôme assiste techniquement et financièrement les collectivités, qui le désirent, à régulariser la situation administrative de leurs points de prélèvement d'eau potable.

La présente convention a pour objectif de définir le contenu et les modalités de cette aide technique et financière. Cette aide du Département consiste à assurer la maîtrise d'ouvrage des procédures administratives de mise en place des périmètres de protection des captages d'eau potable.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Le **SYNDICAT D'ADDUCTION D'EAU VALAURIE-ROUSSAS**

confie au Département qui accepte, la maîtrise d'ouvrage des opérations de mise en conformité des périmètres de protection du captage d'eau potable désigné ci-dessous :

### **SOURCE DE LA MONTEE DE REAUVILLE**

Ce captage est situé sur la commune de **REAUVILLE**

soit au total UN point d'eau.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATION DES PARTIES**

Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le Département prendra en charge la totalité des démarches et frais entraînés par la mise en oeuvre de la procédure administrative de mise en place des périmètres de protection de captage d'eau potable.

Ces prestations sont précisées dans l'annexe jointe à la présente convention.

Toutefois, il est précisé que le Département n'assurera pas :

- Les indemnisations éventuelles liées aux servitudes.
- Les négociations pour l'acquisition des terrains constituant le périmètre immédiat.
- Les frais de géomètre liés à cette acquisition.
- Les travaux de protection des ouvrages.

La Collectivité bénéficiaire de l'aide du Département reste maître d'ouvrage du (ou des) captage(s) objet(s) de la présente convention.

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES**

En contre partie, le **SYNDICAT D'ADDUCTION D'EAU VALAURIE-ROUSSAS**

s'engage à poursuivre la procédure jusqu'à son terme et à verser au Département une contribution forfaitaire de **3 850 Euros** par point d'eau à mettre en conformité, soit au total :

### **TROIS MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS**

Cette contribution sera versée à la signature de la convention.

Dans le cas, et après inscription à un programme annuel, où les dépenses à engager dépasseraient de plus de 50 % le coût moyen par point d'eau subventionné par l'Agence de l'eau dans le programme annuel auquel est rattaché le point d'eau, le Département ne sera pas tenu de mener à terme la procédure, sauf réévaluation de la participation de la collectivité.

Dans le cas où la collectivité renoncerait à poursuivre la procédure, celle-ci s'engage à rembourser les frais engagés par le département, déduction faite de la participation réelle de l'Agence de Bassin et de celle de la collectivité.

#### **ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour toute la durée de la procédure administrative de mise en place des périmètres de protection, c'est-à-dire jusqu'à la notification de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique et l'inscription des servitudes au bureau des hypothèques le cas échéant.

La procédure administrative peut également être considérée comme achevée lorsqu'elle ne peut aboutir pour des raisons indépendantes des deux parties, par exemple : tarissement de la source, interdiction d'exploiter l'ouvrage, enquête publique infructueuse, etc.

Dans ce cas, la présente convention sera considérée comme arrivée à terme.

#### **ARTICLE 5 – CONDITION DE RESILIATION**

La présente convention peut être résiliée à tout moment par chacune des 2 parties.

#### **ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de rechercher une solution amiable au différend.

En cas d'échec, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

#### **ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES**

Le **SYNDICAT D'ADDUCTION D'EAU VALAURIE-ROUSSAS**

se libèrera des sommes dues en exécution de la présente convention en faisant donner crédit au compte du Payeur Départemental (Banque de France de Valence).

Fait à Valence,  
le **10 AOÛT 2015**

Le Président du SYNDICAT D'ADDUCTION  
D'EAU VALAURIE-ROUSSAS

**S.A.E.**  
VALAURIE-ROUSSAS  
26230 ROUSSAS  
saevalaurieroussas@orange.fr  
Jean IVANEZ

Le Président du Conseil départemental  
Député de la Drôme

Par délégation du Président  
Le Directeur Général Adjoint  
des Services Départementaux  
**Alain KERHARO**

**Patrick LABAUNE**

# MISE EN CONFORMITE DES PERIMETRES DE PROTECTION

## Annexe à la convention

### PHASE I – ELABORATION DU RAPPORT GEOLOGIQUE

- Montage du dossier préparatoire.
- Organisation de la tournée géologique.
- Paiement des prestations de l'hydrogéologue.
- Assistance à la collectivité en cas d'étude hydrogéologique complémentaire demandée par l'hydrogéologue.

### PHASE II – PREPARATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

- Montage du dossier d'enquête publique.
- Consultation des administrations et mise au point du dossier.
- Suivre de l'enquête publique.
- Paiement des frais de publicité.
- Paiement du Commissaire Enquêteur.
- Notification de l'arrêté d'ouverture d'enquête aux propriétaires.
- Suivi du déroulement de l'enquête publique.

### PHASE III – AVIS DU CDH / ARRETE DE DUP

- Rédaction du rapport de présentation au CDH.
- Rédaction du projet d'arrêté de DUP.
- Notification de l'arrêté de DUP.

### PHASE IV – INSCRIPTION AUX HYPOTHEQUES DES SERVITUDES

- Rédaction de l'acte administratif.
- Inscription aux hypothèques.
- Paiement des frais d'inscription.